

Poids des fragilités financières dans l'accroissement de puissance de la Turquie



Executive Summary

Recep Tayyip Erdoğan ne fait plus mystère d'une volonté impérialiste pour la République de Turquie, carrefour entre l'Europe et l'Asie, qu'il dirige d'une main de fer depuis 2014. Résolument inscrite dans un paradigme néo-ottoman, la stratégie turque au XXI^e siècle doit cependant composer avec un héritage séculaire semé d'écueils : fragmentation ethnique, apparition tardive d'un système libéral, déclin démographique au XIX^e siècle, crises monétaires cycliques, repli géographique et identitaire, instabilité politique, etc. Or, bien qu'élément indissociable du pouvoir et de l'influence des États au sens westphalien, la finance demeure le parent pauvre de cette économie en voie de développement.

L'ambition de ce rapport est de déterminer le poids réel des finances et des banques turques dans le concert des nations, d'analyser ses enjeux, de saisir ses déterminants, afin de mettre en exergue la stratégie pilotée depuis Ankara. Celle-ci semble axée sur un interventionnisme dans la sphère monétaire, privant *de facto* la Banque centrale de ses prérogatives au profit d'une approche verticale du pouvoir régalien. En effet la Turquie, en dépit d'une croissance parmi les plus fortes des pays émergents, est touchée par des déséquilibres macro-économiques importants (inflation, dette, déficit budgétaire, taux de change et d'intérêt volatiles, etc.) qui fragilisent un écosystème intérieur et sa posture à l'étranger. Reflet de ces déséquilibres structurels, la livre turque subit de fortes dépréciations sur le cours du dollar et ne peut à ce jour prétendre à une quelconque hégémonie sur les marchés financiers, contraignant Istanbul à demeurer une place boursière de seconde zone, loin des ambitions présidentielles.

Le rayonnement néo-ottoman voulu par R.T. Erdoğan s'accompagne pourtant d'un effort de modernisation des institutions : libéralisation du système bancaire, privatisations de sociétés, nouvelles stratégies de captation d'IDE, partenariats bilatéraux, évolutions normatives en faveur des marchés conformément à l'Union européenne, etc. Là réside le paradoxe d'un système monétaire fragile mais résilient, dont le volume du marché intérieur (83 millions de consommateurs) et sa fonction de porte d'entrée du Moyen-Orient attirent les investisseurs étrangers, qui détiennent, en échange de devises, la majorité de l'endettement externe (60% du PIB), faisant peser un risque sur le pouvoir d'achat des ménages.

L'activisme turc sur la scène internationale en général et méditerranéenne en particulier est en somme renforcé par de nouveaux outils de puissance, tel que le fonds souverain (TWF), ou l'agence de coopération internationale et de développement (TIKA), tous deux généreusement alimentés mais freinés par la faiblesse de la livre turque.

Sommaire

Table des matières

1	SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER TURC : ETAT DES LIEUX STRUCTUREL	5
1.1	INSTITUTIONS FINANCIERES PUBLIQUES ET BOURSIERES	5
1.1.1	<i>La Banque centrale de la République de Turquie (TCMB), organe inféodé à l'AKP</i>	<i>5</i>
1.1.2	<i>Le Ministère du Trésor et des Finances, un organe héritier de la Sublime Porte</i>	<i>9</i>
1.1.3	<i>La bourse d'Istanbul : futur pôle de la finance mondiale ?</i>	<i>13</i>
1.2	ÉCOSYSTEME BANCAIRE TURC : UN SECTEUR PORTEUR	14
1.2.1	<i>Les banques de dépôts étatiques et privées</i>	<i>16</i>
1.2.2	<i>Les banques de développement et d'investissement</i>	<i>18</i>
1.2.3	<i>Stabilité du système bancaire turc : résilience et injections</i>	<i>19</i>
1.3	AUTORITES DE REGULATION ET LEGISLATION	20
1.3.1	<i>Autorités de régulation</i>	<i>20</i>
1.3.2	<i>Législation : un effort de modernisation en vertu des normes européennes</i>	<i>24</i>
2	POLITIQUE FINANCIERE ET BANCAIRE TURQUE	26
2.1	POLITIQUE MONETAIRE & LIRE : FAIBLESSE SUR LE COURS DU DOLLAR	26
2.1.1	<i>Une politique monétaire discrétionnaire au service du gouvernement</i>	<i>26</i>
2.1.2	<i>Dette publique et endettement privé</i>	<i>29</i>
2.2	INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES ET ACQUISITION DE SOUVERAINETE : LE CAS DU <i>TURKEY WEALTH FUND</i> , LE BRAS FINANCIER D'ERDOGAN	31
2.3	ANALYSE DES FLUX ENTRANTS/SORTANTS D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS (IDE) ET DE LA BALANCE COMMERCIALE BILATERALE	34
2.3.1	<i>Occident/Union européenne : « la poule aux œufs d'or »</i>	<i>36</i>
2.3.2	<i>L'Afrique, futur eldorado des investissements turcs ? Le concept de « Turcafrique »</i>	<i>39</i>
2.3.3	<i>Moyen-Orient et Maghreb : la relation turco-qatari, un partenariat tourné vers l'avenir</i>	<i>40</i>
2.3.4	<i>Monde turcophone : l'Azerbaïdjan et la Turquie, une seule nation, deux États ?</i>	<i>41</i>
3	FINANCEMENTS NEO-OTTOMANS DANS LES ZONES DE CONFLITS ET <i>SOFT POWER</i> RELIGIEUX	44
3.1	PARTICULARITE DES ZONES DE CONFLITS ET STRATEGIES TERRITORIALES	44
3.1.1	<i>Investissements turcs en Libye : porte d'entrée sur le marché africain et les ressources en Méditerranée orientale</i>	<i>44</i>
3.1.2	<i>Chypre, le financement de la colonisation turque de l'île</i>	<i>45</i>
3.1.3	<i>Le Kurdistan : une région d'intérêts économiques malgré les velléités nationalistes</i>	<i>46</i>
3.1.4	<i>La Syrie : ambiguïtés d'une relation conflictuelle de voisinage</i>	<i>48</i>
3.2	LA TURQUIE, FUTUR POLE MONDIAL DE LA FINANCE ISLAMIQUE ? STRATEGIE DE <i>SOFT POWER</i> DANS LA SPHERE RELIGIEUSE	52
3.3	FINANCEMENTS SOUTERRAINS : ETUDES DE CAS	54
3.3.1	<i>Corruption systémique et scandales</i>	<i>54</i>
3.3.2	<i>Blanchiment d'argent</i>	<i>54</i>
3.3.3	<i>La Turquie face aux sanctions de la communauté internationale</i>	<i>57</i>

Introduction

La Turquie est un espace de profonds paradoxes. Elle sépare, ou plutôt unie, la Méditerranée à la mer Noire, la péninsule anatolienne à la région balkanique, et par extension l'Asie à l'Europe, d'une certaine manière la chrétienté à l'islam, les Arabes aux Ottomans, les Ottomans aux Européens, l'Est à l'Ouest, naguère l'Orient rêvé à l'Occident barbare.

Pont séculaire, mur d'eau, point de contact et de rupture, carrefour des peuples, au fil des millénaires se sont croisés, parfois affrontés et confondus en ce lieu singulier, liquide (importance des détroits, nœuds de la mondialisation) et terrestre, des hommes, des navires, de commerce ou de guerre, et surtout des idées qui ont façonné les « civilisations méditerranéennes¹ » et esquissé l'ordre géopolitique régional.

Il ne sera certes pas fait état de cet ordre géopolitique dans le présent rapport, occulté par l'aspect financier de la Turquie à l'aube du XXI^e siècle, mais nécessité était d'introduire par ces quelques mots la complexité d'une nation résolument engagée dans la course à puissance. Une puissance dont les attributs ont été trop souvent réduits au seul revêtement martial, négligeant le formidable levier que constitue la « toute-puissance du pouvoir de l'argent² ».

Un paradigme parfaitement compris par le président turc R.T. Erdoğan qui, dans sa quête impérialiste de résurgence néo-ottomane, a engagé d'importantes réformes dans le but de moderniser son économie afin d'en faire un levier d'influence. Un pari en partie réussi.

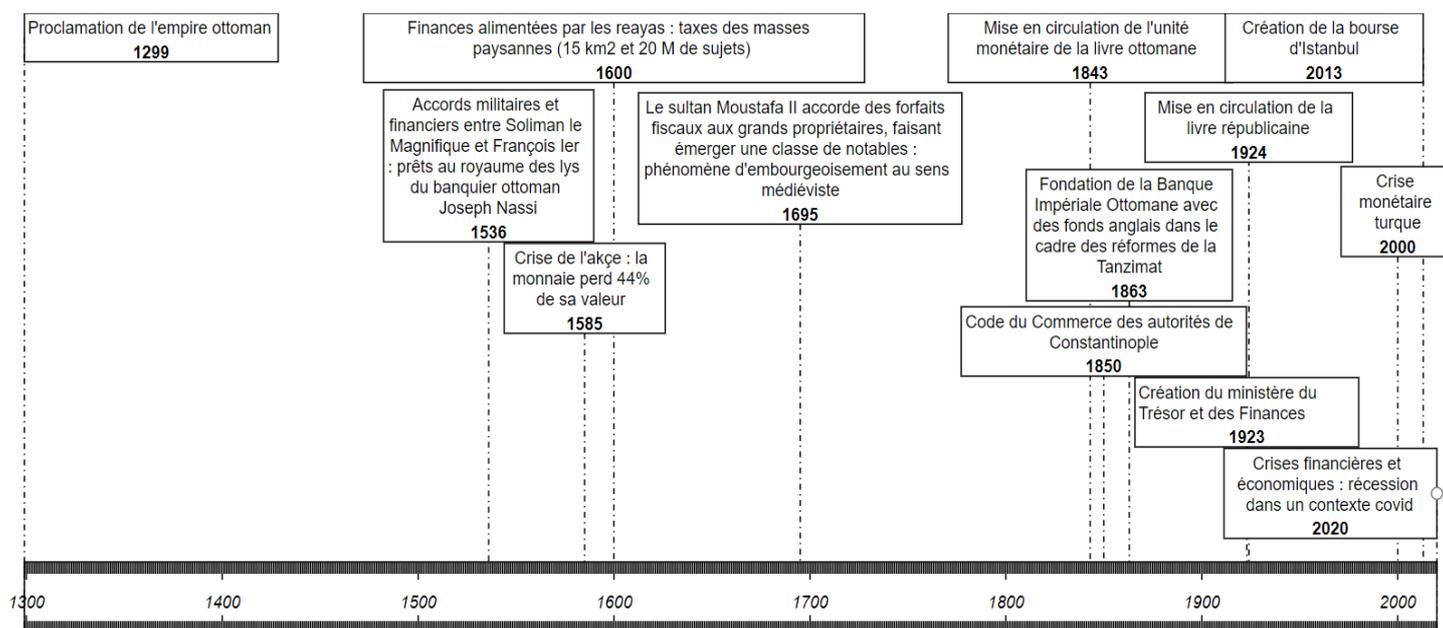
En effet, la Turquie compte parmi les pays les plus résilients au choc négatif selon la Banque centrale européenne (BCE)³. Fort d'un système bancaire rapidement modernisé (création de la nouvelle bourse d'Istanbul en 2013) et alimenté par de nombreux capitaux (publics, privés, étrangers ou nationaux) ce pays de 83 millions de consommateurs enregistre un solde démographique positif (+1,3%), couplé à une croissance du produit intérieur brut (PIB) d'une moyenne annuelle de 5% depuis 2002 (717 milliards USD en 2020⁴). Ces éléments confèrent au marché turc une position de relai à la périphérie de l'Union européenne et de l'Asie, d'importantes zones de conflits (Lybie, Syrie, etc.), les pays en voie de développement et les développés.

Le Monde actuel (1963), Selon l'acceptation classique du terme, tel que décrit par Fernand Braudel dans sa « Grammaire des Civilisations », Histoire et civilisations, Paris, Belin, pp 143 – 475 : « Une civilisation, c'est tout d'abord un espace, une « aire culturelle », disent les anthropologues, un logement. [...] Si à cette cohérence dans l'espace s'ajoute une permanence dans le temps, j'appelle civilisation ou culture l'ensemble, le "total" du répertoire. Ce total est la "forme" de la civilisation ainsi reconnue. »

² Dubost, M. (2008). « Argent et aliénation dans les Manuscrits de 1844 de K. Marx. » *Archives de Philosophie*, 71, 489-506.

³ Advantis consulting, [Turquie - système bancaire solide](#).

⁴ Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, Direction Générale du Trésor, Turquie, indicateurs et conjoncture.



Frise de l'évolution du système monétaire et financier ottoman

Source : Open Data

Économie-monde jusqu'au XIX^e siècle, l'empire ottoman a été cependant contraint d'engager une réforme structurelle de son système fiscal, financier et bancaire à l'issue des révolutions techniques qui ont vu les nations européennes s'industrialiser puis se « tertiariser » à ses marges. La *Tanzimat* – « mouvement de réorganisation » – a été le paroxysme de cette mise en conformité de la Turquie aux marchés modernes. Son organisation est fondée sur la forme d'un triptyque : banques de dépôts étatiques, privées, banques participatives et banques de développement, dont il conviendra d'identifier et les détenteurs d'actifs et les enjeux.

Ainsi, la Turquie voulue par R.T Erdoğan à l'aube du XXI^e siècle, entre traditions et modernités, aspirations impérialistes et actions dirigistes, est-elle en mesure de stabiliser sa monnaie et de maintenir la confiance des investisseurs afin de devenir une « puissance de l'argent » au service de son projet néo-ottoman ? Si ses moyens financiers dont dispose la Turquie ne présentent pas de menaces directes pour l'Occident, force est de constater le rapide développement d'un réseau d'investisseurs dont la finalité est parfois difficilement lisible. Après avoir dressé un état des lieux des institutions financières et bancaires (I), nous nous attèlerons à analyser les stratégies des acteurs (II), pour enfin mettre en exergue les investissements souterrains turc dans les zones de conflits et les finances islamiques (III).

1 Système bancaire et financier turc : état des lieux structurel

1.1 Institutions financières publiques et boursières

La Turquie est caractérisée par la présence de trois institutions similaires aux pays occidentaux qui occupent une place importante de l'écosystème financier du pays. La Banque centrale de la République de Turquie (TCMB), le ministère du Trésor et des Finances et la bourse d'Istanbul sont à la fois révélateurs des atouts structurels du pays sur le plan financier comme de ses limites conjoncturelles sur le plan monétaire. Enfin, ces institutions démontrent une part non-négligeable du secteur public – notamment les entreprises détenues par l'État – au sein de l'économie turque.

1.1.1 La Banque centrale de la République de Turquie (TCMB), organe inféodé à l'AKP

La Banque centrale de la République de Turquie (TCMB)⁵ est l'institution bancaire suprême chargée de la mise en œuvre des politiques monétaires, de change de la livre turque et de mise en circulation de la monnaie.

Comme la plupart des banques centrales dans le monde, la TCMB exerce ses prérogatives principalement dans cinq domaines⁶ :

- La **stabilité des prix** par la maîtrise du taux d'inflation, principal levier contemporain de la politique monétaire ;
- La **stabilité financière** en coopération avec l'Autorité de régulation bancaire et de surveillance turque (BRSA), voir (1.3) ;
- Le **régime de change** en coordination avec le gouvernement, afin d'assurer les besoins du pays en devises étrangères conformément aux exigences économiques ;
- Le **pouvoir de création monétaire ou de « battre monnaie »** en étant notamment responsable de l'impression, de l'émission ou de la mise en circulation de la monnaie dans le système économique ;
- Le **fonctionnement** et la **surveillance** des systèmes de paiement et de règlements financiers en Turquie.

Historique de la Banque centrale de la République de Turquie⁷

⁵ Türkiye Cumhuriyet Merkez Bankası

⁶ TCMB, « [About the Bank – At a Glance](#) ».

⁷ TCMB, « [CBRT : From Past to Present](#) ».

Alors qu'il est rudement affaibli par la guerre de Crimée, l'Empire ottoman emprunte pour la première fois à des puissances étrangères en 1854. Face à l'augmentation des flux financiers entrants et dans le cadre des réformes de la *Tanzimat*, la Sublime Porte crée une institution permettant au gouvernement ottoman d'interagir avec les pays européens créanciers afin de leur rembourser les sommes prêtées. En 1856 est fondée à Londres la *Bank Osmanî*⁸. Initialement détenue par des actionnaires britanniques, cette institution est renommée en 1863 pour former la *Bank Osmanî I Sahane or Osmanli Bankasi*⁹, sous patronage franco-britannique. Elle est autorisée à battre monnaie pour une période de trente ans tout en étant chargée de collecter les recettes budgétaires et de gérer des titres de dettes de la Sublime Porte. Cependant, les Ottomans manifestent rapidement leur désaccord vis-à-vis de la structure actionnariale de l'institution bancaire, essentiellement détenue par des capitaux étrangers. La mise en place de l'*Osmanli Itibar-I Mili Bankasi*¹⁰ par la seconde monarchie constitutionnelle en 1917 ne sera que de courte durée, puisque l'Empire ottoman laisse place à la République de Turquie après de la signature du traité de Sèvres en 1920.

Mustafa Kemal Atatürk insiste dès la fin de la guerre de l'indépendance (1919-1922) sur le fait que son pays puisse disposer à terme d'une institution pouvant jouer le rôle d'une « Banque nationale d'État » dédiée à la stabilité de la nouvelle livre turque républicaine créée en 1924. Mustafa Kemal Atatürk manifeste dès la fin de la guerre de l'indépendance (1919-1922) l'intention que son pays puisse disposer à terme d'une institution pouvant jouer le rôle d'une « Banque nationale d'État » dédiée à la stabilité de la nouvelle livre turque républicaine créée en 1924. Conformément à cette volonté, cette institution voit le jour le 11 juin 1930 avec la « loi n°1715 sur la Banque centrale de la République turque (TCMB) ». Elle effectue ses premières opérations en octobre 1931¹¹. Son principal objectif est alors d'accompagner et d'amplifier le développement économique du pays en régulant les marchés financiers, en veillant à la valeur de la lire et en faisant office de réserve de fonds pour les autorités. L'indépendance de la TCMB est dès lors affirmée par le gouvernement turc qui la transforme en une société de droit privée.

Une mission similaire aux banques centrales occidentales : contrer l'inflation par la manipulation du taux d'intérêt

Sous le règne idéologique de la planification économique durant les années 1960, la TCMB met en œuvre une politique monétaire qualifiée d'« expansionniste » lui permettant de financer les ambitions gouvernementales. La loi n°1211 du 14 janvier 1970 vient consacrer le statut d'actionnaire majoritaire du Trésor public turc, la création du poste de « gouverneur » et les prérogatives actuelles de l'institution, notamment le contrôle sur la politique monétaire,

⁸ Banque ottomane.

⁹ Banque nationale de l'Empire ottoman.

¹⁰ Banque du crédit national de l'Empire ottoman.

¹¹ *Ibid.*

dont l'indépendance à l'égard du gouvernement est de plus en plus marquée¹². Avec le processus de libéralisation des marchés mis en place durant l'ère Reagan-Thatcher, le régime de changes fixes de la lira est abandonné au profit du régime flottant dans les années 1980. La valeur de la monnaie devient donc tributaire des fluctuations des marchés financiers. Comme pour la Banque centrale européenne (BCE), la stabilité des prix et son corollaire, le contrôle de l'inflation, sont érigés en principes cardinaux au début des années 2000, de même que le principe d'indépendance progressive de la banque vis-à-vis des décisions politiques, eu égard à l'impossibilité pour la TCMB de refinancer directement l'État ou à la non-obligation de s'aligner sur la politique budgétaire décidée par le gouvernement.

Conformément à la loi encadrant le fonctionnement de la banque dont « le premier objectif est d'atteindre et de maintenir la stabilité des prix », la TCMB et le gouvernement turc ont fixé un objectif de limitation du taux d'inflation à 5% au milieu des années 2010¹³. Force est de constater que ce but n'a jamais été atteint. Et ce constat témoigne d'un profond échec de la politique monétaire turque depuis sa mise en œuvre récente : 7,67% d'inflation en 2015, 11,13% en 2017 et 16,10% en moyenne depuis début 2021¹⁴. Et les prévisions pour 2022, 2023 et 2024, bien qu'évaluées à la baisse, ne sont pas du goût à rassurer les investisseurs¹⁵. Face à l'urgence de lutter contre l'inflation et afin de ralentir la circulation monétaire, la TCMB a décidé en mars 2021 de relever le taux d'intérêt de référence. Au demeurant, cette décision n'a pas du tout été appréciée par les autorités turques : dans la foulée, le président R.T Erdoğan a renvoyé *manu militari* le gouverneur de la Banque centrale Naci Ağbal.

Ce fiasco politique a suscité de nombreuses interrogations sur les relations qu'entretiennent le gouvernement et l'institution financière ainsi que sur l'indépendance réelle de la Banque à l'égard du gouvernement¹⁶. L'institution suprême avait en effet déjà reçu de nombreuses pressions de la part du président turc depuis sa réélection en 2018, afin d'alléger l'accès au crédit – pourtant facteur principal de l'inflation¹⁷ (voir 2.1.1.).

¹² *Ibid.*

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Inflation EU (2020), « [Inflation – Historique Turquie](#) ».

¹⁵ « [Taux d'inflation en Turquie 2014-2024](#) ».

¹⁶ Atradius (2021), « Rapport pays Turquie Mars 2021.

¹⁷ Staff, Reuters (2021), « [Turkish inflation climbs to 15%, keeping high rates in focus](#).

Turkey's double-digit inflation marches higher

Central bank has hiked rates and expects inflation to dip to 9.4% by end-2021



Source: TurkStat, CBRT

Figure 1 : Inflation en Turquie 2018-2021 par rapport au taux d'intérêts – données issues de TurkStat & CBRT (Reuters)

Bien que la stabilité des prix demeure la principale fragilité du système financier turc, la Banque centrale peut néanmoins compter aujourd'hui sur un secteur bancaire plutôt résilient¹⁸ (voir 1.2.). Également, la TCMB tire le bénéfice de ses nombreux contacts avec des institutions financières internationales comme le G20 – dont la Turquie est membre, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de la coopération islamique (OCI), et le club des gouverneurs des Banques centrales des pays d'Asie centrale, de la mer Noire et des Balkans¹⁹, nations avec lesquelles la TCMB entretient par ailleurs des relations bilatérales²⁰.

Şahap Kavcıoğlu : nouveau banquier central turc depuis 2021, pour combien de temps ?

Les désaccords du président R.T Erdoğan avec la Banque centrale turque ne datent pas d'aujourd'hui. Le chef de l'État entretient depuis 2018 des relations houleuses avec les principaux gouverneurs de la TCMB. En l'espace de trois ans, quatre personnes se sont succédé à la présidence de l'institution financière ; alors que le poste relativement exposé de « banquier central » requiert au contraire une certaine stabilité afin de rassurer les marchés financiers et les investisseurs nationaux et étrangers.

Dans ce contexte, Şahap Kavcıoğlu avait rapidement remplacé Naci Ağbal, ancien ministre des Finances, nommé seulement cinq mois auparavant. En somme, les nombreux désaccords entre l'homme fort du régime et les patrons de l'institution bancaire nationale concernent la question épineuse du taux d'intérêt²¹. Tandis que les banquiers centraux, incités à réduire l'inflation comme le requiert leur mandat, ont relevé les taux directeurs, R.T. Erdoğan a

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ TCMB, « [Central Banks Relations with International Institutions](#) .

²⁰ TCMB, « [Central Banks Bilateral Relations](#) .

²¹ DUBESSY Frédéric (2021), « [Le limogeage du gouverneur de la Banque centrale crée des remous sur les marchés financiers turcs](#) », Econostrum.

plusieurs fois manifesté son désaccord avec cette politique en plaidant pour le *statu quo*, en phase avec sa volonté de permettre aux Turcs d'accéder à des crédits avantageux malgré l'inflation galopante.

Par conséquent, la nomination de Şahap Kavcıoğlu répond à l'objectif fixé par le pouvoir turc d'assurer une mainmise progressive sur la Banque centrale (voir 2.1.1.). En effet, le nouveau gouverneur de la TCMB – qui ne cache pas son soutien aux politiques économiques du président R.T. Erdoğan – a annoncé lors de sa prise de fonction qu'il se conformerait à la volonté du gouvernement²². Reste à savoir combien de temps ce fervent fidèle du régime sera maintenu dans ses fonctions.

1.1.2 Le Ministère du Trésor et des Finances, un organe héritier de la Sublime Porte

Le ministère du Trésor et des Finances (*T.C. Hazine ve Maliye Bakanlığı*) est l'organisme gouvernemental chargé de mettre en œuvre la politique financière et fiscale de la République de Turquie et de gérer les actifs de l'État, notamment dans les sociétés publiques²³. Aussi fondé sous l'Empire ottoman afin de gérer le Trésor de la Sublime Porte, le ministère est institué sous sa forme contemporaine en 1923.

L'actuel ministre du Trésor et des Finances est M. Lüfti Elvan depuis novembre 2020. Il était ministre des Transport et des Infrastructures de 2013 et 2015, vice-Premier ministre de 2015 à 2016²⁴ et membre de la Grande Assemblée depuis 2015²⁵. Réputé comme proche du président R.T. Erdoğan, il était responsable du cercle des Affaires économiques à l'AKP et de la commission parlementaire en charge de la Planification et du Budget²⁶. Elvan a succédé au gendre et probable successeur du président turc Berat Albayrak qui avait quitté ses fonctions à la suite du limogeage du précédent gouverneur de la Banque centrale Murat Uysal. Au demeurant, son bilan à la tête du ministère avait été jugé catastrophique pour l'économie turque par l'*European Council of Foreign Relations* (ECFR)²⁷.

²² *Ibid.*

²³ Ministry of Treasury and Finance, « Official Portal », disponible sur <https://en.hmb.gov.tr/>.

²⁴ Avant la suppression du poste de Premier ministre par la réforme constitutionnelle de 2017-2018.

²⁵ Ministry of Treasury and Finance, « [Minister – Official Portal](#) ».

²⁶ « [Turquie : Erdogan nomme un nouveau ministre des Finances après la démission de son gendre](#) », Le Figaro (2020).

²⁷ « [La disgrâce du gendre d'Erdoğan](#) », L'Orient – Le Jour (2020).



Figure 3 : Lüfti Elvan - Source : ministère du Trésor et des Finances turc

Sous la responsabilité de Lüfti Elvan, le ministère du Trésor et des Finances est chargé de conduire la politique budgétaire du gouvernement turc, tenant compte des projections des dépenses et recettes de l'État et de la croissance économique du pays (évalué à 1,8% en 2020 et à 5% en moyenne depuis 2002²⁸). Cette politique est ensuite soumise à l'approbation du Haut Conseil pour la Planification avant l'accord du gouvernement et le vote final du Parlement²⁹.

Le ministère est également responsable de la politique fiscale du gouvernement turc qui s'appuie principalement sur l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les biens et services à la consommation (taxe sur la valeur ajoutée), l'impôt sur les sociétés (de 22% en 2020) et l'impôt sur les produits financiers. Enfin, il est également chargé de l'investissement dans les secteurs stratégiques de l'économie (agriculture, BTP, finance, matières premières et tourisme) et de la participation de l'État dans les nombreuses entreprises publiques turques. Les principales figurants au portefeuille du ministère sont à ce jour³⁰, et pour ne citer qu'elles, la compagnie pétrolière nationale BOTAS, le producteur de thé CAYKUR, le pourvoyeur d'électricité TEDAS³¹, l'entreprise minière TTK³², ou encore les banques publiques *Emlak Participation Bank Inc.*³³, *Export Credit Bank of Turkey*³⁴, *Development and Investment Bank of Turkey*³⁵ ou encore la TCMB.

²⁸ Direction générale du Trésor (2021), « [Indicateurs et conjoncture – Turquie](#) », ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance.

²⁹ U.S. Securities and Exchange Commission (2018), « [The Republic of Turkey's Annual Report 2018](#) », Exhibit D.

³⁰ Ministry of Treasury and Finance, « [State-Owned Enterprises – Report 2019](#) ».

³¹ Türkiye Elektrik Dağıtım A.Ş.

³² Türkiye Taşkömürü Kurumu

³³ Türkiye Emlak Katılım Bankası

³⁴ Türk Eximbank

³⁵ Türkiye Kalkınma ve Yatırım Bankası

Les entreprises publiques détenues par le Trésor ont joué un rôle absolument majeur dans les différents secteurs de l'économie turque que sont la finance, les hydrocarbures, les mines, le BTP, l'agriculture ou les infrastructures routières et ferroviaires ; et ces dernières rapportent encore aujourd'hui de nombreuses recettes à l'État turc³⁶. Néanmoins, le gouvernement subventionne progressivement d'autres entreprises publiques non-détenues par le Trésor ainsi que les sociétés privées, à l'aide du *Turkey Wealth Fund* (TWF) fondé en 2016. Ce mécanisme accompagne également depuis le début des années 2010 le processus de privatisation de l'économie turque engagé par le gouvernement³⁷ (voir 2.2.).

³⁶ Voir le tableau 2 ci-dessous.

³⁷ « The Republic of Turkey's Annual Report 2018 ». op cit.

Tableau 1 : Principales entreprises publiques au portefeuille des actifs du ministère du Trésor et des Finances - Rapport annuel 2019 sur les entreprises publiques

Table 1: Capital Structure of SOEs in MoTF Portfolio (as of 31/12/2019, Million TL)

SOEs	Subscribed Capital	Paid-in Capital	Paid-in Capital Share(%)	State Share (%)
BOTAŞ	5.625,0	4.975,0	88,4	100,0
ÇAYKUR	2.945,0	2.443,4	83,0	100,0
DHMI	6.250,0	3.987,0	63,8	100,0
DMO	130,6	82,9	63,5	100,0
ESK	1.304,0	1.304,0	100,0	100,0
ETI MADEN	1.500,0	600,0	40,0	100,0
EÜAŞ	14.000,0	14.000,0	100,0	100,0
KEGM	51,1	51,1	100,0	100,0
MKEK	1.000,0	675,0	67,5	100,0
TCDD	88.260,0	76.585,7	86,8	100,0
TEİAŞ	5.000,0	5.000,0	100,0	100,0
TIGEM	2.775,0	2.570,7	92,6	100,0
TKI	1.000,0	1.000,0	100,0	100,0
TMO	2.550,0	2.550,0	100,0	100,0
TPAO	5.200,0	3.717,8	71,5	100,0
TTK	13.000,0	11.395,0	87,7	100,0
TEDAŞ	22.000,0	20.564,6	93,5	100,0
TEMSAN	285,0	275,0	96,5	100,0
PEE TOTAL	172.875,7	151.777,2	87,8	
Emlak Participation Bank Inc.	750,0	749,0	100,0	100,0
Development and Investment Bank of Turkey	850,0	850,0	99,6	99,1
Export Credit Bank of Turkey	7.160,0	7.160,0	100,0	100,0
The Central Bank of The Republic of Turkey ⁶	0,0	0,0	100,0	55,1
STATE BANKS TOTAL	8.760,0	8.759,0	99,9	
TRT	182,0	182,0	100,0	100,0
AOÇ ⁷	0,0	0,0	100,0	100,0
ANATOLIAN AGENCY	1,0	1,0	100,0	47,8
TÜRK TELEKOM	3.500,0	3.500,0	100,0	25,0
UŞAŞ	10,0	10,0	100,0	100,0
TÜRK REASÜRANS A.Ş.	600,0	150,0	25,0	100,0
OTHER ENTERPRISES TOTAL	4.293,0	3.843,0	89,5	
TOTAL	185.928,7	164.379,2	88,4	

Source: Ministry of Treasury and Finance and related SOEs

Tableau 2 : Dépenses et recettes des entreprises publiques dans le budget de l'État - Rapport annuel 2019 sur les entreprises publiques

Table 2: SOE – Central Government Budgetary Transactions* (million TL)

	2017	2018	2019	Difference	%Change (2019-2018)
Transfers from Budget to SOEs					
Capital Injections ⁹⁾	8.270,9	12.543,2	17.206,6	4.663,4	37,2
Payments for Duties Given	3.394,8	2.175,9	1.669,7	-506,2	-23,3
Total	11.665,7	14.719,1	18.876,3	4.157,2	28,2
Transfers from SOEs to Budget					
Dividend Payments	2.199,4	3.249,1	2.637,4	-611,6	-18,8
Revenue Share Payments	868,8	1.321,7	1.414,2	92,6	7,0
Tax	3.918,6	2.397,5	3.554,0	1.156,5	48,2
Total	6.986,8	6.968,2	7.605,7	637,5	9,1
SOE-MoTF Offsetting					
Payments for Duties Given	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Unpaid Capital	0,0	15,4	0,0	-15,4	-100,0
Total	0,0	15,4	0,0	-15,4	-100,0

Source: Ministry of Treasury and Finance

* Contains data of Enterprises subject to DL233.

1.1.3 La bourse d'Istanbul : futur pôle de la finance mondiale ?

Selon le classement du *Global Financial Centres Index 28*, la capitale économique du pays, figure en septembre 2020 à la 64^e place du classement des centres financiers mondiaux, non loin de Moscou et de Mexico. Cette situation n'est en aucun cas comparable avec les principales places financières européennes, dans la mesure où le rayonnement d'Istanbul est davantage régional que mondial, à l'instar des places boursières de Tel-Aviv ou du Qatar³⁸.

Borsa Istanbul A.Ş. est née le 5 avril 2013, de la fusion de la première bourse d'Istanbul, de l'*Istanbul Gold Exchange* et de la Bourse d'échanges des produits dérivés (VOB). Depuis 2016, elle est partiellement placée sous la propriété de fonds public *Turkey Wealth Fund* (WTF). Constituant un secteur de développement privilégié pour le gouvernement turc, la bourse est constituée de 379 sociétés cotées. À l'horizon fin 2021, l'environnement des affaires soubouliote pourra également compter sur un grand centre financier international (*Istanbul Financial Center*), destiné à développer le monde des affaires de la capitale économique et à affermir l'ambition de l'ancienne Constantinople de concurrencer les grandes places financières mondiales que sont Londres, New York et Singapour³⁹.

En outre, les activités sur le marché des capitaux sont encadrées depuis 2012 par la loi n°6362 dénommé « *Capital Market Law* » (CML). Les règlements dont elle dispose sont tous compatibles avec les principales directives européennes depuis 2014. Cet alignement a été effectué progressivement dans le cadre de l'officialisation de la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne depuis 1987⁴⁰.

La loi « CML » a notamment permis deux avancées majeures pour le secteur financier turc⁴¹ :

- La bourse d'Istanbul n'est plus une entité publique mais une société anonyme de droit privé (*Borsa Istanbul A.Ş.*), donc en théorie indépendante du gouvernement ;
- La loi CML a fourni un cadre concurrentiel moderne aux affaires turques permettant à plusieurs entreprises historiques (et parfois publiques) de s'introduire en bourse et d'acquérir des parts de marché à l'international.

Aujourd'hui, les dix principales cotations boursières du marché financier national appartiennent pour moitié au secteur bancaire et financier, suivi par l'énergie, l'industrie (sidérurgie et BTP) et les télécoms. Il est intéressant de noter la présence des cinq premières banques turques dans les dix premières capitalisations boursières, dont la *Development and Investment Bank* (4^e place) majoritairement détenue l'État via le ministère du Trésor (99,1%)

³⁸ « Indicateurs et conjoncture - Turquie ». op cit.

³⁹ Tremglobal (2021), « [Centre financier international d'Istanbul](#) .

⁴⁰ « The Republic of Turkey's Annual Report 2018 ». op cit.

⁴¹ *Ibid.*

et la QNB Finansbank (1^{re} place) détenue *in fine* par la holding Qatar National Bank (QNB) Group, banque publique qatarie placée sous propriété de la Qatar Investment Authority, première institution financière du Moyen-Orient. La présence de la QNB au sommet de la hiérarchie des entreprises cotées démontre ainsi la forte implantation financière de l’émirat à Istanbul et les nombreuses relations économiques nouées entre les deux pays ces dernières années.

Tableau 3 : 10 principales capitalisations boursières turques (bourse d’Istanbul)

Raison sociale	Capitalisation au 1 ^{er} janvier 2021 ⁴²	Pays d’immatriculation	Statut	Secteur économique
QNB FINANSBANK	31,703	Turquie ⁴³	Privé	Banque/Finance
KOC HOLDING	7,205	Turquie	Privé	Holding diversifiée
EREGLI DEMIR VE CELIK FABRIKALARI T.A.S	6,813	Turquie	Privé	Sidérurgie
TURKIYE KALKINMA VE YATIRIM BANKASI ⁴⁴	6,364	Turquie	Public ⁴⁵	Banque/Finance
TURKIYE GARANTI BANKASI	5,859	Turquie	Privé	Banque/Finance
ENKA INSAAT VE SANAYI	5,528	Turquie	Privé	BTP
AKBANK T.A.S	4,848	Turquie	Privé	Banque/Finance
TURKCELL ILETISIM HIZMETLERI	4,762	Turquie	Privé	Télécoms
TURKIYE IS BANKASI	4,429	Turquie	Privé	Banque/Finance
TURKIYE PETROL RAFINERILERI	3,638	Turquie	Privé ⁴⁶	Énergie

Le cercle des affaires stambouliote reste néanmoins soumis aux aléas du taux de change de la monnaie locale. En mars 2021, la bourse d’Istanbul a suspendu à plusieurs reprises ses cotations après la forte dépréciation de la livre turque provoquée par le renvoi du prédécesseur de Şahap Kavcıoğlu⁴⁷ ; une situation a contribué à la fuite massive de capitaux et d’investisseurs de la bourse, entraînant la chute de l’indice BIST 30⁴⁸ de près de 14%⁴⁹. Ce coup de tonnerre pour le monde des affaires risque d’avoir des répercussions majeures des prochaines années sur la stratégie de puissance financière de la Turquie.

1.2 Écosystème bancaire turc : un secteur porteur

⁴² En milliards de dollars USD.

⁴³ Holding QNB Group immatriculée au Qatar.

⁴⁴ *Development and Investment Bank Turkey*.

⁴⁵ Détenue à 99,1% par l’État au 1^{er} janvier 2019.

⁴⁶ Une action symbolique est détenue par l’État turc depuis la privatisation de la société au cours des années 2010.

⁴⁷ France 24, « [Turquie : la Bourse d'Istanbul vacille après le limogeage du gouverneur de la Banque centrale](#) », sect. Eco/Tech.

⁴⁸ 30 principales cotations boursières du pays

⁴⁹ Les Echos, « [Les investisseurs étrangers se détournent de la Bourse turque](#) », sect. Finances & Marchés ».

À la suite de la crise de 2001, la Turquie a été plongée dans des décennies caractérisées par une instabilité financière systémique, une inflation chronique, des taux d'intérêt très élevés et une demande forte de monnaie conduisant ainsi à un effondrement total du système bancaire.⁵⁰ En résultat d'une telle crise, des institutions publiques et privées ont été défaites de leurs capitaux et se sont donc effondrées. Cette crise a fortement impacté l'économie turque, plongeant la population dans la pauvreté. Face à de telles conséquences, les autorités ont réagi avec force et détermination dans le but de réformer et consolider un système qui a été anéanti. Après des années de combats, au travers de réformes structurelles importantes, le système bancaire turc est maintenant bien plus compétitif, robuste et reconnu.

Aujourd'hui, le secteur bancaire représente une très grande partie du système financier turc dans son économie dynamique : 88% de l'ensemble du secteur financier de l'économie turque. La majorité des activités du marché monétaire et de capitaux ainsi que les transactions sont gérées par les banques.⁵¹ Les banques qui opèrent sur le territoire turc sont classées en différentes catégories : les banques de dépôts (appartenant à l'État, privées ou sous TMSF) [A], les banques étrangères (fondées en Turquie ou ayant des succursales en Turquie) [A], les banques participatives (appartenant à l'État, privés ou étrangères fondées en Turquie) et les banques de développement et d'investissement (publiques, privées ou étrangères) [B].

La répartition des banques par type est la suivante :

Banque	Nombre	Actifs totaux	Pourcentage
Banques de dépôt appartenant à l'État	3	2 225 434	39,96%
Banques de dépôt privées	8	1 744 649	31,33%
Banques sous TMSF	2	4 114	0,07%
Banques de dépôt étrangères fondées en Turquie	16	1 191 643	21,40%
Banques de dépôt étrangères ayant des succursales en Turquie	5	19 311	0,35%
Banques de développement et d'investissement publiques	3	277 573	4,98%
Banques de développement et d'investissement privées	7	102 525	1,84%
Banques étrangères de développement et d'investissement	4	3 958	0,07%
TOTAL	48	5 569 208	100%

Figure 5 : Répartition des actifs turcs (en million de livres turcs)

⁵⁰ Expat-Quotes, « [Banks and Banking in Turkey](#) », Expat-Quotes.

⁵¹ All About Turkey, « [Banking System in Turkey](#) », All About Turkey.

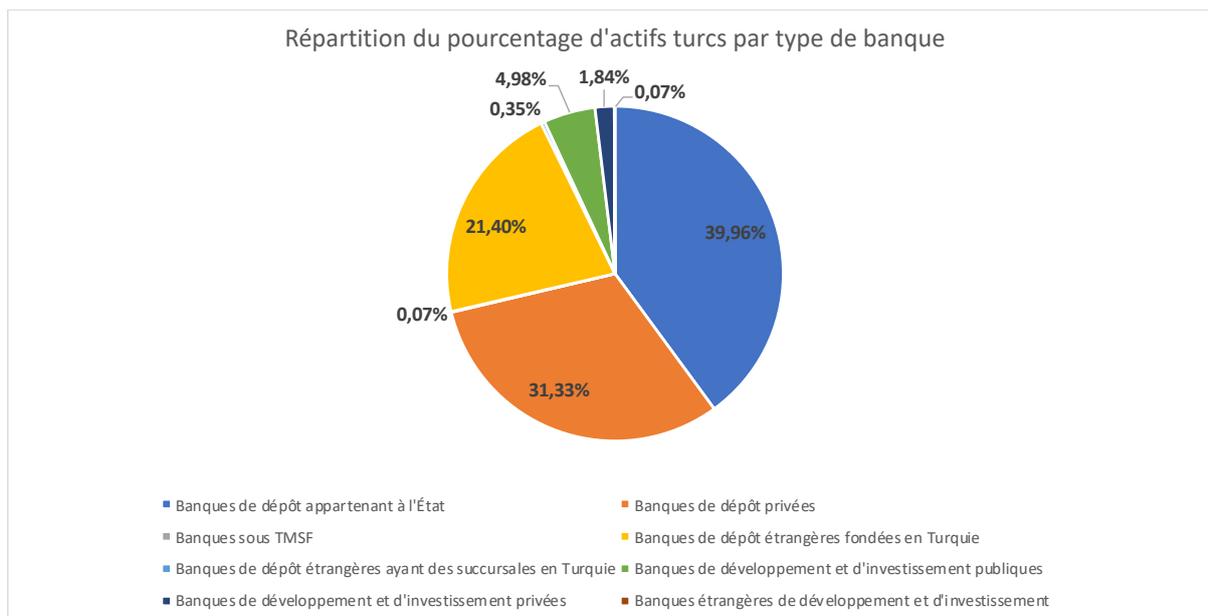


Figure 6 : Répartition du pourcentage d'actifs totaux par type de banque

Les figures ci-dessus montrent que les actifs turcs sont principalement détenus par 3 grandes catégories de banques : les banques de dépôt appartenant à l'État turc (40%), les banques de dépôt privées (31%) et les banques de dépôt étrangères fondées en Turquie (21%).

1.2.1 Les banques de dépôts étatiques et privées

Les banques de dépôt appartenant à l'État

La Turquie dispose d'un système de banques publiques qui opèrent sur le territoire turc et qui sont détenues par l'État. On compte aujourd'hui trois de ces banques, qui totalisent près de 40% des actifs totaux du secteur bancaire, soit l'équivalent de 2 225 434 millions de livres turcs. Ces trois banques sont : *Türkiye Cumhuriyeti Ziraat Bankası A.Ş.*, *Türkiye Halk Bankası A.Ş.* et *Türkiye Vakıflar Bankası T.A.O.*

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)
Türkiye Cumhuriyeti Ziraat Bankası A.Ş.	1863	923 689	603 518	644 667	84 678	13 100	6 089	2 908 707	1 758	24 350
Türkiye Halk Bankası A.Ş.	1938	663 675	453 924	440 615	41 674	2 474	2 090	2 270 223	1 011	19 042
Türkiye Vakıflar Bankası T.A.O.	1954	638 070	427 133	394 206	44 186	3 906	4 341	7 813 920	938	16 714

Figure 7 : Actifs détenus par des banques de dépôt appartenant à l'État

Les banques de dépôt privées

Plus semblables à ce que l'on peut observer sur un modèle occidental, des banques de dépôt privées organisent également le paysage du secteur bancaire national. Leur représentation

est non négligeable, car elles détiennent près de 32% des actifs totaux du secteur bancaire, soit l'équivalent de 1 744 649 millions de livres turcs.

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)
Türkiye İş Bankası A.Ş.	1924	597 186	364 288	372 456	64 747	4 500	5 184	1 759 046	1 241	23 581
Yapı ve Kredi Bankası A.Ş.	1944	468 592	293 958	264 073	46 720	8 447	4 314	1 385 120	845	16 397
Akbank T.A.Ş.	1948	453 589	250 478	269 214	58 973	5 200	4 419	2 123 652	719	12 547
Türk Ekonomi Bankası A.Ş.	1927	134 466	80 280	91 254	11 229	2 204	1 152	384 213	471	8 845
Şekerbank T.A.Ş.	1953	36 387	24 972	29 491	2 117	1 158	13	876 700	238	3 169
Anadolubank A.Ş.	1996	26 751	15 664	17 806	3 071	600	319	179 035	113	1 622
Fibabanka A.Ş.	1984	26 448	18 300	16 063	1 815	941	179	289 876	58	1 663
Turkish Bank A.Ş.	1981	1 230	816	863	214	175	0	18 624	8	166

Figure 8 : Actifs détenus par des banques de dépôt privées

Cependant, ces actifs matérialisés en livres turques et possédés par des « banques turques » doivent être étudiés avec un regard plus analytique dans la mesure où ces banques de dépôt privées ne sont pas toujours détenues exclusivement, ni même majoritairement par des ressortissants turcs. Une étude de chacune de ces banques permettra de mettre en avant une capacité de décision extraterritoriale et donc une forte influence étrangère. C'est notamment le cas de *Türk Ekonomi Bankası A.Ş.* qui fait partie intégrante du groupe BNP Paribas.

Banques sous Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu (TMSF)

Certaines banques sont aujourd'hui détenues par le TMSF (*Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu* ou Fonds d'assurance des dépôts d'épargne). Cette détention par une institution financière publique turque a pour vocation de protéger les droits des épargnants contre la corruption et les irrégularités.

La représentation de cette détention par le TMSF est très faible dans la mesure où seulement 2 banques sont soumises à ce régime restrictif, possédant des actifs totaux à hauteur 0,07%, soit 4 114 millions de livres turcs.

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)
Birleşik Fon Bankası A.Ş.	1958	4 055	2 410	219	505	461	-69	3 368	1	217
Adabank A.Ş.	1984	59	0	0	56	80	-1	2	1	25

Figure 9 : Actifs détenus par des banques de dépôt sous TMSF

Banques de dépôt étrangères fondées en Turquie ou ayant des succursales en Turquie

Dernier pan massif des banques de dépôt en Turquie, les banques de dépôt étrangères fondées en Turquie ou ayant des succursales en Turquie représentent une part substantielle

des actifs totaux qui composent le secteur bancaire du pays. On estime à près de 22% la détention des actifs totaux par ce type de banque, soit 1 210 954 millions de livres turcs.

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)	Influence / détention
Türkiye Garanti Bankası A.Ş.	1946	479 714	314 396	308 814	60 441	4 200	5 127	2 550 152	902	18 612	BBVA (Espagne)
QNB Finansbank A.Ş.	1987	229 558	146 612	134 547	17 719	3 350	1 836	1 630 137	515	11 643	QNB (Qatar)
Denizbank A.Ş.	1997	199 628	132 791	117 642	22 377	5 696	1 618	1 183 460	707	12 193	Emirates NBD (Emirats Arabes Unis)
ING Bank A.Ş.	1984	61 673	42 013	39 981	9 062	3 486	739	333 397	205	3 590	ING (Pays Bas)
HSBC Bank A.Ş.	1990	49 289	27 404	31 840	3 320	652	255	349 461	77	1 970	HSBC (Angleterre)
Odea Bank A.Ş.	2011	40 252	21 024	25 215	3 343	3 289	103	230 852	48	1 113	Audi (Liban)
Alternatifbank A.Ş.	1991	34 203	22 003	18 788	2 316	2 038	88	126 341	49	869	The Commercial Bank of Qatar (Qatar)
ICBC Turkey Bank A.Ş.	1986	24 113	10 430	11 999	1 321	860	70	120 810	39	739	Industrial and Commercial Bank of China Limited (Chine)
Burgan Bank A.Ş.	1991	23 987	17 030	14 647	1 947	1 535	10	159 401	33	965	Kuwait Projects Company (Koweït)
Citibank A.Ş.	1981	17 605	5 992	13 282	2 995	34	495	41 320	3	375	CitiGroup (Etats-Unis)
MUFG Bank Turkey A.Ş.	2012	14 205	9 250	5 413	1 124	528	95	10 669	1	81	MUFG Bank, Ltd. (Japon)
Arap Türk Bankası A.Ş.	1977	5 980	1 846	3 245	1 121	440	73	5 557	7	280	Libyan Foreign Bank (Libye)
Deutsche Bank A.Ş.	1988	4 674	1 952	1 925	775	135	41	22 052	1	110	Deutsche Bank (Allemagne)
Turkland Bank A.Ş.	1991	2 942	1 998	2 170	527	1 000	66	13 372	17	347	Arab Bank (Jordanie)
Bank of China Turkey A.Ş.	2017	2 088	583	297	1 562	1 051	88	2 067	1	43	BankMed (Liban)
Rabobank A.Ş.	2013	1 733	683	1	1 074	684	59	1 571	1	31	Bank of China (Chine)

Figure 10 : Actifs détenus par des banques de dépôt étrangères fondées en Turquie

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)	Influence / détention
Intesa Sanpaolo S.p.A.	2013	15 159	12 928	7 442	1 730	677	133	327	1	31	Intesa Sanpaolo (Italie)
JPMorgan Chase Bank N.A.	1984	2 598	0	1 916	626	100	44	2 135	1	54	JPMorgan Chase & Co. (Etats-Unis)
Bank Mellat	1984	1 194	107	689	485	200	27	2 875	3	46	Bank Mellat (Iran)
Habib Bank Limited	1982	251	103	114	83	30	5	376	1	20	Habib Bank Limited (Pakistan)
Société Générale (SA)	1989	109	0	0	58	135	-7	196	1	37	Société Générale (France)

Figure 11 : Actifs détenus par des banques de dépôt étrangères ayant des succursales en Turquie

Les données fournies ci-dessus démontrent une très forte influence de l'Espagne, du Qatar et des Émirats Arabes Unis (EAU) dans le secteur bancaire turc.

1.2.2 Les banques de développement et d'investissement

La Turquie s'est également dotée de banques nationales (publiques et privées), comme étrangères, dont le but est d'aider le développement de l'économie locale et monter en puissance sur ses capacités d'investissements. Les actifs totaux de ces banques s'élèvent à 384 056 millions de livres turcs, soit près de 7% des actifs du secteur bancaire.

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)
Türk Eximbank	1987	208 455	181 215	0	10 287	7 160	1 157	397 057	20	740
İller Bankası A.Ş.	1933	44 252	29 686	0	22 751	18 707	1 574	29 241	19	2 390
Türkiye Kalkınma ve Yatırım Bankası A.Ş.	1975	24 866	19 589	0	2 669	850	336	53 378	1	298

Figure 12 : Actifs détenus par des banques de développement et d'investissement publiques

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)
Türkiye Sınai Kalkınma Bankası A.Ş.	1950	52 435	39 730	0	5 669	2 800	526	848 038	2	377
İstanbul Takas ve Saklama Bankası A.Ş.	1995	24 887	171	0	2 382	600	359	4 594 030	1	290
Aktif Yatırım Bankası A.Ş.	1998	20 204	10 610	0	2 295	1 194	393	116 475	12	752
Nurol Yatırım Bankası A.Ş.	1998	4 256	2 849	0	587	360	94	13 173	1	68
GSD Yatırım Bankası A.Ş.	1998	389	360	0	290	240	32	13 834	2	36
Diler Yatırım Bankası A.Ş.	1998	186	77	0	163	60	7	313	1	19
Golden Global Yatırım Bankası A.Ş.	2019	168	39	0	158	150	13	569	1	20

Figure 13 : Actifs détenus par des banques de développement et d'investissement privées

Banque	Année de fondation	Actifs totaux	Crédits totaux*	Dépôt total	Total des capitaux propres	Capital versé	Bénéfice/Perte net pour la période	Comptes hors bilan	Nombre de succursales (Pièce)	Nombre d'employés (Pièce)
Pasha Yatırım Bankası A.Ş.	1987	2 216	1 415	0	553	500	22	4 021	1	59
BankPozitif Kredi ve Kalkınma Bankası A.Ş.	1998	988	782	0	281	337	-25	9 591	1	51
Merrill Lynch Yatırım Bank A.Ş.	1992	626	0	0	564	50	54	332	1	37
Standard Chartered Yatırım Bankası Türk A.Ş.	1990	127	0	0	114	40	15	0	1	30

Figure 14 : Actifs détenus par des banques étrangères de développement et d'investissement

La répartition du pourcentage des actifs selon les trois types de banques de développement et d'investissement est présentée dans le graphique suivant :

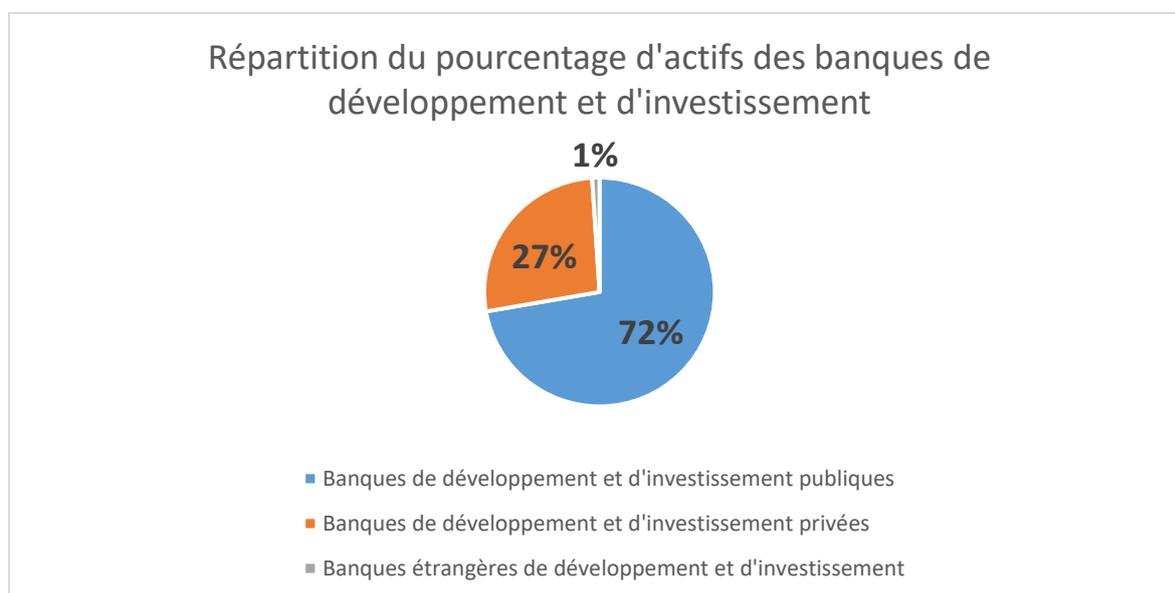


Figure 15 : 1 Les capitaux principaux ont une origine publique.

1.2.3 Stabilité du système bancaire turc : résilience et injections

Bien que la démarche d'intégrer l'Union européenne ne semble plus d'actualité pour la Turquie, la Banque centrale européenne (BCE) a étudié la capacité du système bancaire turc à résister aux chocs négatifs et a délivré un rapport pour ce candidat. Le résultat est sans

appel : le système bancaire turc est prêt à affronter des coups difficiles, ceci grâce à des fonds propres importants dont les banques turques disposent, ainsi qu'aux résultats de tests de résistance des banques centrales (voir partie institutions).⁵²

Ce rapport pose notamment un regard sur les taux de prêts bancaires, qui devront dans le futur montrer une décroissance douce pour garantir une bonne santé du système. Bien que la vitesse d'octroi d'un prêt en Turquie ne soit plus aussi rapide que par le passé, cette vitesse reste toujours importante dans le secteur bancaire.

Concernant les bilans bancaires turcs, les résultats sont bons : les bilans bancaires ont fortement augmenté à la fin 2013. Une augmentation de 26% est constatée par rapport à l'année précédente.

Ces résultats sont, à titre de comparaison, bien meilleurs que ceux d'autres candidats pour rejoindre l'Union européenne (Islande, Serbie), qui eux, ont montré une stagnation de leur bilan sur cette même période.

1.3 Autorités de régulation et législation

1.3.1 Autorités de régulation

En raison du climat interne et compte tenu de l'évolution du contexte bancaire et financier mondial, la Turquie a modifié et réformé son cadre réglementaire ces dernières années pour intégrer des normes conformes à ce qui est en vigueur au sein de l'Union européenne. Et si la Commission européenne a jugé la Turquie conforme dans tous les domaines, c'est parce qu'elle possède un cadre législatif complet et plusieurs autorités de régulation qui viennent modeler son paysage bancaire et financier, notamment après une restructuration profonde du secteur en 2001⁵³.

On dénombre cinq autorités de régulation :

- L'Agence de régulation et de surveillance bancaire de Turquie (BRSA) ;
- Le Conseil des marchés des capitaux de Turquie (CMB) ;
- Le sous-secrétariat au Trésor ;
- La caisse d'épargne et d'assurance (SDIF) ;
- La banque centrale.

⁵² Yayinlama et Güncelleme, « BCE : le système bancaire turc résiste aux chocs », *Dunya*, <https://www.dunya.com/ekonomi/ecb-turk-bankacilik-sistemi-soklara-dayanikli-haberi-290246>.

⁵³ Yildirim C. (2014), "[Competition in Turkish Banking: Impacts of restructuring and the global financial crisis](#)", Wiley online library.

L'Agence de régulation et de surveillance bancaire de Turquie (BRSA)

Principale acteur de la régulation, le BRSA est chargé de la surveillance et de la réglementation du secteur bancaire et du secteur des services financiers turcs. Selon son site internet, l'Agence définit ses missions comme étant les suivantes : *“L'agence exerce les fonctions de réglementation, de surveillance et d'application dans le but d'assurer la fiabilité et la stabilité des marchés financiers, d'assurer le fonctionnement efficace du système de crédit, de protéger les droits et les intérêts des épargnants et de développer le secteur financier en utilisant la planification stratégique comme l'un des principaux instruments pour s'acquitter efficacement de ses fonctions”*⁵⁴.

Dans les faits, l'agence a pour mission de s'assurer que les établissements bancaires et financiers sous sa législation respectent la loi et les réglementations en vigueur. Elle exécute les devoirs et les droits de réglementation et de surveillance qui lui sont attribués par la loi bancaire au sein du territoire et sous sa législation. Pour mener à bien ses missions, l'agence a le pouvoir de son propre financement et pilote son budget de manière autonome, lui permettant d'accroître ses effectifs quand il y a un besoin critique par exemple. La BRSA accorde également des licences d'établissements et d'exploitation et supervise l'ensemble des banques (ainsi que les bureaux de représentations des banques étrangères) et des institutions financières⁵⁵. Elle mène des audits⁵⁶ sur les établissements pour attester, vérifier que la loi bancaire est respectée et évaluer la performance des structures d'une manière générale pour rendre des avis consultatifs ou décisionnaires, *on-site* (en supervisant les registres financiers en fonction des normes d'audit par exemple) ou *off-site* (avec l'élaboration de scénarios de crise par exemple). L'ensemble des régulations mises en place par l'agence est disponible sur le site internet du BRSA (bddk.org), avec des documents qui traitent de la régulation sur l'audit indépendant des banques jusqu'à la fusion-acquisition ou encore de la marche à suivre pour liquider un établissement financier⁵⁷. L'agence produit également des bulletins statistiques sur l'ensemble du secteur bancaire ainsi qu'un journal sur les marchés financiers, et elle précise également qu'elle a mis en place un SMSI aux normes ISO 27001 pour la gestion de ces données sensibles, qui sont, on l'imagine, très importantes.

Le Conseil des marchés de capitaux de Turquie (CMB)

⁵⁴ [“Banking regulation and supervision agency”](#) (2021), About us, bddk.org.

⁵⁵ Entendre ici des institutions qui exercent dans l'assurance, les fonds de pension privé individuel, les holdings financières etc.

⁵⁶ Republic of Turkey Undersecretariat of Treasury (2015), [3 4th meeting of the comcec financial cooperation working group](#).

⁵⁷ Banking regulation and supervision agency –“ [Regulations](#)”, bddk.org.

Le CMB vient réguler l'ensemble des opérations entrant dans le périmètre des marchés de capitaux. Elle concerne les entreprises publiques, les émetteurs d'instruments et de produits financiers sur les marchés de capitaux, les bourses, les sociétés de courtage, etc. Il est chargé de préserver la stabilité du marché financier, de protéger les consommateurs et de superviser les acteurs du marché boursier. Son conseil d'administration est nommé par le ministère du Trésor et des Finances depuis sa création en 1982. Le conseil a d'ailleurs été créé dans la continuité de l'adoption de la loi sur les marchés des capitaux en 1981, avant de voir son statut et ses responsabilités élargies au fil des années, avec notamment un grand changement en 1999 avec l'adoption de la loi 4487 introduisant un large éventail d'amendement à la loi initiale. Cette loi a mis en place la dématérialisation des stocks et a rendu les marchés plus flexibles dans l'utilisation des technologies de l'information et des NTIC. Désormais, le conseil suit la nouvelle loi sur les marchés des capitaux promulgués en décembre 2012, elle est d'ailleurs disponible dans son ensemble sur le site internet du CMB⁵⁸ (l'ancienne loi y est également consultable).

Au niveau de l'architecture de l'institution, l'agencement est assez simple : un président (également chef de la direction, responsable de l'administration et de la représentation du CMB) et sept commissaires. Le conseil des ministres nomme deux membres sur quatre nominations par le ministère d'Etat chargé de l'économie et les cinq autres membres sont nommés sur proposition de différents ministères et institutions (finance, industrie et commerce, du BRSA, de l'association des chambres et bourses de commerces et l'association des institutions intermédiaires des marchés de capitaux). Chacune de ces institutions ou ministères nomme deux candidats et l'un des deux doit être élu. Il est possible d'affirmer que le conseil est la deuxième institution de régulation la plus importante de Turquie, après le BRSA qui gère comme nous l'avons vu précédemment le secteur bancaire, le conseil vient réguler l'ensemble des marchés financiers. Ce duo constitue un socle administratif solide dans la gestion et la régulation des affaires et des acteurs économiques à l'échelle nationale. Au niveau international, le CMB fait partie du IOSCO (*International Organization of Securities Commission*, dont l'un des membres du *Board* est turc⁵⁹) et souhaite continuer à améliorer ses relations à l'international en intégrant les nouvelles mesures de conformité nécessaire afin d'être certifié « acteur de confiance » par ses partenaires étrangers.

Le sous-secrétariat au Trésor

Le sous-secrétariat au Trésor réglemente le financement public, les relations économiques à l'international, les régimes et les bureaux de change, les sociétés de retraites privées et les sociétés d'assurance privés ainsi que la politique fiscale. Sous la tutelle directe du ministère

⁵⁸ Capital markets board of Turkey (2021), "[Legal framework, capital markets law](#)", cmb.gov.

⁵⁹ International organization of securities commissions (2021) - iosco.org - [about, chairs of the committees](#).

du trésor et des finances turque, l'ensemble de ses missions sont résumés et détaillés sur le site internet officiel du ministère et expliqué dans la loi sur la structure et les devoirs du trésor⁶⁰.

La caisse d'épargne et d'assurance (SDIF)

Cette entité publique gère les dépôts d'épargne et les fonds de participation des personnes dans les établissements de crédits. Si une banque devient insolvable ou incapable de fonctionner avec la stabilité financière requise par la législation en cours, la caisse reprend la banque, vient renforcer sa position par le biais de restructurations et de réformes exceptionnelles, jusqu'à ce que les dettes de la banque en question soient payées et que l'établissement soit liquidé. Elle a principalement pour mission de protéger les droits et les intérêts des détenteurs de dépôts, d'aider à la liquidation des établissements bancaires en cas de faillite, et de gérer les opérations de tutelle et de redressement des établissements bancaires. Créé sous sa forme actuelle en 1983⁶¹ (à la suite des transformations successives d'un organisme initialement fondé en 1933, le *Deposit Protection Act*) la caisse est passée d'une gestion sous la tutelle du premier ministre à une gestion par le cabinet présidentiel. En pratique, la caisse assure les dépôts et les fonds de participation, elle restructure, refinance, transfère, fusionne et liquide les établissements bancaires, elle réalise les procédures de suivi et de recouvrement des créances et surveille également les risques liés au secteur dans son ensemble⁶².

La banque centrale

Les pouvoirs et les devoirs de la banque centrale sont énoncés en détails et définis dans la loi sur la Banque centrale de la République de Turquie (voir 1.1.1.). Il est important de noter que par certaines de ses responsabilités, la banque centrale joue un rôle dans la régulation. Étant donné ses actions pour préserver la stabilité financière et la stabilité des prix, sa supervision générale des moyens de paiement autorisé à l'échelle national et son contrôle de la masse monétaire⁶³ (ce qui est généralement appelé "la planche à billet"), la banque centrale officie également un rôle important dans la régulation générale du système bancaire turque.

Il est important de noter qu'en plus de ces cinq autorités de régulation, deux comités existent pour tenter de prévenir au maximum les risques macroéconomiques.

⁶⁰ Republic of Turkey ministry of treasury and finance (1994) - [The official gazette n°22147](#).

⁶¹ Savings deposit insurance fund (2021) - tsmf.org - [Historical background](#).

⁶² Savings deposit insurance fund (2021) - tsmf.org - [Functions and responsibilities](#).

⁶³ « At a glance, duties and responsibilities of the central bank ». op cit.

Le comité de stabilité financière

Le comité de stabilité financière, sous la présidence du sous-secrétariat au trésor, est composé du président du BRSA,⁶⁴ de la CMB, du SDIF, du sous-secrétaire au Trésor et du gouverneur de la Banque centrale. Il a pour mission de détecter et de surveiller les risques systémiques qui pourraient englober l'ensemble du système financier et d'identifier les mesures à prendre pour endiguer ces risques. Il doit aussi avertir les acteurs concernés des problèmes en question, évaluer des plans de gestion des risques et coordonner la gestion des risques entre les différents acteurs. Puis il doit recueillir des données afin de produire des statistiques et prendre des décisions en conséquence. Ce comité est un canal de communication efficace et flexible et joue un rôle important dans la conception des politiques économiques turques.

La commission du secteur financier

La commission du secteur financier, est très large et composée de représentant du BRSA, de la Banque centrale, du ministère des Finances, du sous-secrétariat au Trésor, de la CMB, du SDIF, de l'Autorité de la concurrence, du ministère du Développement, de l'Association des banques de Turquie et de l'Association des banques de participation de Turquie. Elle a pour mission d'améliorer la coordination entre les institutions et d'échanger de l'information entre les acteurs dans le but de maintenir de la confiance sur les marchés financiers. Elle se réunit deux fois par an au minimum et rend des avis consultatifs et des opinions sur les questions liées à l'avenir du secteur bancaire et financier. Elle peut également proposer des politiques communes par exemple, et informe ensuite le conseil des ministres. Ces deux comités chargés d'échanger de l'information sont performants et permettent à la Turquie de coordonner ces institutions dans le but de toujours améliorer le score de sa matrice de gestion des risques bancaires et financiers.

1.3.2 Législation : un effort de modernisation en vertu des normes européennes

Le cadre législatif pour la régulation bancaire en Turquie est supervisé par six lois principales qui régissent l'ensemble du secteur.

- La loi bancaire n°5411 ;
- Le code commercial n°6102 ;
- Le code des obligations n°6098 ;
- La loi sur la banque centrale de Turquie n°1211 ;
- La loi sur les marchés de capitaux n°6362 ;
- La loi sur la protection de la valeur de la monnaie turque n°1567.

⁶⁴ Republic of Turkey ministry of Treasury and finance (2021) - hmb.gov.tr - [about financial stability committee](#).

La loi bancaire n°5411

Principale loi régissant le secteur bancaire en Turquie, la loi bancaire n°5411 a été publiée au Journal officiel turque en novembre 2005. L'objectif de cette loi est de réglementer les principes et les procédures visant à garantir la confiance et la stabilité des marchés financiers, ainsi que garantir l'efficacité du système de crédit et la protection des droits et des intérêts des déposants d'une manière globale⁶⁵.

Le code commercial n°6102

Publié au Journal officiel en janvier 2011, le code commercial n°6102 est venu apposer des changements majeurs liés à la structure des entreprises turques. L'agencement et la structure de certaines normes d'audit a également été modifiée et les conseils d'administration des entreprises sont passés d'un minimum de trois à une personne, toujours dans l'objectif d'être plus compliant vis-à-vis de ses partenaires étrangers⁶⁶. Composé de 6 livres, ils traitent chacun d'une juridiction en général suivie des articles qui contiennent des règles plus spécifiques. Le livre 1 concerne les affaires commerciales, le 2 les entités commerciales, le 3 les documents "valuable", le 4 concerne le droit des transports, le 5 concerne le droit maritime et le 6 est relatif au droit des assurances⁶⁷.

Le code des obligations n°6098

Promulgué par la Grande Assemblée nationale de Turquie le 11 janvier 2011, le projet de loi n°6098 relatifs aux obligations comporte 649 articles et 22 parties⁶⁸ et englobe différentes sphères de la société : mœurs, immobilier, régulation économique etc. On trouve des articles relatifs à la pression psychologique d'un employeur sur un employé, au droit d'expulsion d'un locataire, mais également et c'est ce qui nous intéresse ici par la régulation qu'ils stipulent, des articles relatifs à la protection des débiteurs contre les intérêts extraordinaires.

⁶⁵ The banks association of turkey (2021) - tbb.org - banking legislation, banking law, disponible sur <https://www.tbb.org.tr/en/banking-legislation/banking-law/14>

⁶⁶ Ernst & Young (2011) - New turkish commercial code n°6102, disponible sur https://en.vergidegundem.com/en/c/document_library/get_file?uuid=2d9e2cc3-2e92-4dcb-bffe-799b8f5fcc45&groupId=15002

⁶⁷ International labour organization (2014) - ilo.org - Labour standards - Turkish commercial code, act No. 6102 dated 13.01.2011, disponible sur http://ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_isn=88936

⁶⁸ Thomson Reuters (2021) - Practical law - uk.practicallaw.thomsonreuters.com - [Turkish code of obligations](#).

2 Politique financière et bancaire turque

2.1 Politique monétaire & lire : faiblesse sur le cours du dollar

La Turquie est la première puissance économique du Moyen-Orient par sa position géostratégique. En tant que carrefour d'échanges économiques, culturels et religieux, le pays se situe dans l'axe principal entre l'occident et le Moyen-Orient. Classée 19^{ème} au rang mondial avec un PIB de 717 milliards de dollars et une croissance moyenne annuelle de 5%⁶⁹, la Turquie se démarque par la rapidité de son développement économique. Selon le Fonds monétaire international, la Turquie est un pays en développement. Aujourd'hui, ce dernier s'affirme sur la scène internationale comme une véritable puissance économique émergente avec un système financier industriel.

Toutefois, les désagréments de cette économie sont les déséquilibres macroéconomiques permanents parmi lesquels le déficit, la dette publique et privée, la variabilité de l'inflation, des taux d'intérêts et la volatilité des taux de change qui impactent fortement son économie et ses perspectives de croissance sur le long terme.

Le gouvernement turc est partisan d'une approche flexible de la politique économique et plus précisément de la politique monétaire. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président R.T Erdoğan, il y a eu un changement dans la politique économique avec l'affirmation d'un pouvoir politique interventionniste moins respectueux de la réglementation. La finalité de cette approche est de mettre en place une politique monétaire modulable que le gouvernement adapte en fonction des objectifs économiques du pays. L'ambition d'Erdogan est d'attirer les investisseurs étrangers dont la Turquie est fortement dépendante, et adapter une politique monétaire réactive par rapport à l'inflation et cela notamment grâce à la mise en place d'une politique de crédit libre qui creuse des incompréhensions entre le pouvoir en place et la Banque centrale turque (CBRT).

2.1.1 Une politique monétaire discrétionnaire au service du gouvernement

C'est principalement à la suite de la grande récession mondiale de 2008 puis de la tentative du coup d'État de 2016 que le gouvernement turc a été incité à adopter une politique économique non-conformiste marquée par des décisions discrétionnaires de la part de l'État. À cela s'ajoutent le déficit extérieur et la hausse de l'inflation notamment qui exposent la

⁶⁹ Direction générale du Trésor (2021), « [Indicateurs et conjoncture – Turquie](#) ».

Turquie à des risques de crise permanente et entraînent de ce fait l'intervention du cadre étatique dans la politique monétaire.

D'une part, sur le plan du déficit, la Turquie est vulnérable à la survenance d'une nouvelle crise externe, avec un déficit de 7%⁷⁰ du PIB qui constitue le taux le plus haut parmi les pays émergents. D'autre part, l'inflation était d'ores et déjà une problématique intégrée à la politique monétaire en 2000 qui a ciblé le taux d'inflation à 5%⁷¹. Depuis lors, l'inflation turque n'est passée que 4 mois en dessous ces vingt dernières années. Cela a eu des conséquences considérables sur l'économie turque.

Une autre problématique impactant la politique économique est la volatilité des flux de capitaux, qui expose la Turquie à des restrictions régulières de sa liquidité. Dès 2011, un nouveau cadre politique monétaire a été mis en place, qui se traduisait par un corridor de taux d'intérêt et une gestion stricte de la liquidité qui pouvait changer d'orientation à tout moment selon l'appréciation discrétionnaire du gouvernement. Cette politique a perduré jusqu'en novembre 2020, laissant place à une politique fondée sur une attractivité pour les investisseurs étrangers et le retour à un *policy mix* dont les règles n'ont pas été expressément précisées.

La TCMB en tant qu'institution de régulation turque a souvent tenu tête à la politique monétaire discrétionnaire du gouvernement, malgré les menaces et la constante pression exercée par le pouvoir public. Cela a été le cas en ce qui concerne le crédit libre et les taux d'intérêt. La croissance de l'économie turque s'appuie fortement sur le principe du crédit libre qui stimule le taux d'emprunts et donc le développement des activités économiques internes.

La pandémie qui a touché le monde en 2020 n'a pas empêché l'augmentation de 1,8% du PIB. Ce ralentissement relatif de croissance est lié à la forte augmentation du crédit soutenu par le gouvernement et la Banque centrale qui ont souhaité tenter d'atténuer l'impact de la crise sanitaire sur l'activité intérieure. Le secteur du tourisme qui représente 11% du PIB a été touché par les restrictions sanitaires, la baisse de la demande mondiale a conduit à un affaiblissement des exportations des marchandises, etc. La technique du pouvoir politique de prôner un crédit libre à taux faible, a stimulé la consommation privée qui a augmenté de 2,5%⁷² et a alimenté la demande d'importations de 6,3%, qui sont devenues plus chères en raison de la faiblesse du taux de change de la livre. Cela a eu un effet à la hausse sur l'inflation (12,3% en 2020). Le crédit libre est le pivot de l'expansion économique turc mais également son frein car il impacte le secteur bancaire par une augmentation des prêts non productifs, d'une part, et d'autre part, car il crée un terrain de mésentente entre la Banque centrale et le pouvoir politique. La Banque centrale a toujours tenté de jouer pleinement et de manière indépendante son rôle de régulateur.

⁷⁰ Arab News (s.d.), « [Erdogan limoge le gouverneur de la Banque centrale, la livre turque en chute libre](#) .

⁷¹ Colliac S, « [Turquie : En finir avec une croissance en stop and go ?](#) », Eco Conjoncture BNP Paribas.

⁷² Atradius (2021), « [Rapport pays Turquie Mars 2021](#) ».

Fin 2020, la politique de l'accord du crédit libre favorisant l'inflation a laissé place au renforcement des taux directeurs par la Banque centrale alors même que le président turc venait d'annoncer le changement du cadre politique économique. Ce même schéma s'était déjà produit 2018. Dès son élection de R.T. Erdoğan, annonce son opposition à la politique de hausse de taux qui selon lui engendre l'inflation et nuit à l'économie turque. Pour autant il souligne l'importance de l'indépendance de la TCMB. Malgré les menaces exprimées par le président, la Banque centrale a relevé son taux à 24% préservant ainsi la stabilité financière. Cela a porté ses fruits puisque cela a relevé la livre à 6% par rapport au dollar et 1,2% par rapport aux autres devises⁷³. L'année 2018 a été une année économiquement instable avec une dépréciation de la monnaie qui est montée à 40% et qui a propulsé l'inflation à un autre niveau.

Le contexte mondial et les tensions géopolitiques ont renforcé les déséquilibres macroéconomiques et ont favorisé la hausse de la volatilité sur les marchés locaux, avec la chute de la livre à son plus bas niveau. La prise d'initiative par la TCMB a conduit au licenciement de trois dirigeants de la Banque Centrale et de certains adjoints remplaçant ces derniers par ses « bras droit » issus d'un entourage proche du président ou ceux qui s'alignent sur sa politique. Le samedi 2 janvier 2021, ce dernier a limogé l'ancien directeur de la Banque centrale Naci Ağbal qu'il a remplacé par Sahap Kavcıoğlu, un ancien député du parti AKP. Cette décision a été prise deux jours après une hausse de taux d'intérêts qui était censé freiner l'inflation de près de 16% et prévenir la chute de la livre. En quelques mois Naci Ağbal a relevé le taux directeur du pays de 875 points de base pour le porter à 19%⁷⁴, et a rétabli une certaine crédibilité de la politique monétaire, alors que la livre se redressait après avoir atteint son niveau le plus bas⁷⁵. L'ancien député du parti AKP d'Erdoğan, M. Kavcıoğlu approuve les actions peu orthodoxes du président. Il partage l'idée selon laquelle les taux élevés « entraînent indirectement une hausse de l'inflation ».

Récemment, R.T Erdogan a limogé le sous-directeur de TCMB Oguzhan Ozbas, et le remplaçant par Semih Tumen un spécialiste de l'économie du travail qui partage une même vision de la politique économique et monétaire. C'est le troisième renvoi d'un directeur depuis 2019.

Ces licenciements ont fortement remis en cause et affaibli les investisseurs étrangers et la confiance envers la Banque centrale censée être indépendante du pouvoir politique en place. Cela a eu également une répercussion directe sur la valeur de la livre qui a chuté de 15%⁷⁶ et a frôlé le niveau le plus bas de son histoire. Cette chute des actifs turcs et le passage d'une hausse à une baisse des taux de change a stimulé la prise de parole de Sahap Kavcıoğlu qui à son arrivée a tenté de rassurer les PDG des banques en insistant sur le fait qu'il ne comptait

⁷³ Aussanaire, P, « [La banque centrale turque marque son indépendance](#) », L'AGEFI, Actualités Asset Management, disponible sur.

⁷⁴ « Erdogan limoge le gouverneur de la Banque centrale, la livre turque en chute libre ». op cit.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

pas modifier la politique monétaire dans un avenir proche⁷⁷. Néanmoins il a précisé que tout changement de politique est soumis au taux d'inflation et sa réduction constitue pour lui l'objectif principal. La réticence des investisseurs fait chuter la livre turque, ils s'inquiètent pour la stabilité de la politique monétaire. Cette attitude défavorable du président a été jugée comme portant atteinte à la crédibilité de l'institution, avec une ingérence politique forte qui pèse depuis des années sur la principale économie de marché des pays émergents.

La croissance économique de la Turquie doit se poursuivre en raison de la progressive reprise mondiale. Le secteur industriel va poursuivre son accroissement, les exportations répondront, et la demande de tourisme est déjà de retour à la suite de l'affaiblissement des mesures sanitaires. La politique monétaire en vigueur a induit l'incertitude quant aux investissements. La consommation privée peut ralentir car l'inflation est élevée et que les déséquilibres économiques persistent.

La dépréciation de la livre par rapport au dollar accroît le poids de la forte exposition du secteur des entreprises à la dette libellée en devises étrangères.

2.1.2 Dette publique et endettement privé

Une dette publique soutenue mais qui demeure soumise aux aléas macroéconomiques

La dette publique turque s'élevait à 42,6% du PIB au troisième trimestre de 2020. Ce chiffre est assez important dans la mesure où la Turquie est l'une des économies les plus endettées des pays émergents, bien que ce montant soit encore faible comparé aux taux d'endettement public des économies occidentales. À la suite de plusieurs politiques d'austérité maintenues du milieu des années 2000 au début des années 2010, la dette publique s'était pourtant rétractée de 74% du PIB en 2002 à 29,2% en 2015. En l'espace de cinq ans, une augmentation de près de 13 points de pourcentage de la dette a donc eu lieu (2015-2020)⁷⁸. Cette situation s'explique d'une part, par les politiques de relance effectuées par le gouvernement turc après la crise financière de 2008 et de la forte récession qui avait suivi, et d'autre part, par la pandémie de COVID-19 qui a forcé les autorités turques à maintenir une politique budgétaire de soutien à l'économie (donc déficitaire) associée à une politique monétaire expansionniste (donc à tendance inflationniste). Ces politiques ont eu au moins le mérite de permettre au pays de R.T Erdoğan de sortir rapidement de deux années de crises historiques, financière et sanitaire.

Finalement, les instruments budgétaires mis en place en réponse à la pandémie de COVID-19 ont été assez « modestes » dans la mesure où ils sont fondés sur les aides à l'embauche et les reports/crédits d'impôts. Comme à l'accoutumée, le gouvernement turc avait davantage misé

⁷⁸ Direction générale du Trésor (2021), « [Indicateurs et conjoncture – Turquie](#) », ministère de l'Économie

sur la politique monétaire en ouvrant en urgence un accès facilité au crédit. En 2021, la dette publique turque est évaluée à 36% du PIB avec un déficit estimé à 3,7% en mars⁷⁹, des valeurs relativement faibles par rapport aux économies européennes. En revanche, le principal risque pour la Turquie de nos jours n'est pas la valeur *stricto sensu* de sa dette rapportée au PIB, ou bien le montant de son déficit annuel, mais le fait que la moitié de son endettement public actuel soit libellé en devises étrangères, ajouté à la dépendance de la livre turque aux fluctuations de changes avec l'euro et le dollar⁸⁰. Par conséquent, la dette publique du pays restera fortement dépendante des fluctuations des autres indicateurs macroéconomiques dans les prochaines années.

Un endettement privé dépendant des marchés extérieurs

Dans un pays réputé pour son fort recours au crédit, l'endettement privé des agents économiques reste assez élevé. Ce dernier représentait seulement 30% du PIB en 2007 contre 95% au troisième trimestre de l'année 2020⁸¹. Comme mentionné précédemment, cette situation s'explique par le recours massif des agents économiques à un emprunt largement promu par les pouvoirs publics. Du fait de la conjoncture économique, cet endettement privé expose les entreprises turques privées et certains ménages dans l'incapacité d'épargner à l'octroi de prêts émis par des capitaux étrangers.

Consolidée sur la dette externe du pays qui représente près de 60% du PIB, la dette du secteur privé expose donc les Turcs aux fluctuations de leur monnaie sur les marchés financiers, pouvant ainsi entraver durablement leurs capacités de remboursement à terme. L'OCDE analysait déjà en 2016 la proportion de cet endettement par rapport au PIB. Si celui-ci était évalué à 88,7% de la richesse nationale (un chiffre relativement faible comparé à certaines économies industrielles), l'organisation internationale remarquait cependant que la Turquie était le seul pays membre de l'OCDE avec l'Italie à manifester une dette du secteur privé supérieure à ses fonds propres, renforçant ainsi la dépendance aux marchés extérieurs⁸².

Ainsi, la chute de la livre turque a contribué à la hausse de l'endettement privé et à l'accroissement de la part d'emprunts des nationaux émis en devises étrangères, accroissant ainsi les difficultés de remboursements du secteur dues aux fluctuations monétaires⁸³. Cette variable est d'ailleurs prise très au sérieux par le ministère du Trésor, qui devrait agir pour la restructuration de la dette privée dans certains pans de l'économie en difficulté.

⁷⁹ Atradius (2021), « [Rapport pays Turquie mars 2021](#) ».

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid.*

⁸² La Tribune (2016), « [Turquie : une économie très dépendante de l'extérieur](#) ».

⁸³ Sénat (s.d.), Rapport « [Turquie - prendre acte d'une relation plus difficile](#), maintenir un dialogue exigeant et constructif ».

2.2 Investissements stratégiques et acquisition de souveraineté : le cas du *Turkey Wealth Fund*, le bras financier d'Erdoğan

Un fonds souverain est un fonds d'investissement détenu ou contrôlé par un État⁸⁴, à l'image de certains de ses partenaires comme le Qatar, la Turquie a mis en place le sien : le *Turkey Wealth Fund Management Co.* (abrégié « TWF »). Le TWF a été créé conformément à la loi no. 6741 sur la création de la société de gestion de fonds de patrimoine en Turquie⁸⁵ et publié au Journal officiel du 26 août 2016 sous le numéro 29813. Le *Turkey Wealth Fund* est le fonds souverain au service de la république de Turquie et du pouvoir tronc. Ce fonds de développement a été mis en place pour permettre à la Turquie d'acquiescer une forme d'indépendance et de souveraineté sur des secteurs considérés comme stratégiques, permettant au pays de lutter contre les tentatives d'ingérence économique de nations et entreprises étrangères. Il a pour vocation d'investir dans des secteurs clés et de projets à dimension stratégique pour soutenir le développement économique du pays. Le TWF suit la tendance des différents fonds d'investissements souverains présents à travers le monde. En effet la stratégie du TWF s'oriente vers des actifs réels (immobilier, participation au capital, voire prise de contrôle, d'entreprises) et non vers la détention d'obligations ou d'actions. Le schéma de répartition du portefeuille du fond TWF se concentre sur : les services financiers, l'énergie, le transport et la logistique, l'industrie minière, jeux d'argent et de hasard, technologie et télécommunications, l'agriculture et alimentation ainsi que les actifs immobiliers.

Actuellement les objectifs du TWF sont clairs : « bâtir un héritage solide pour les générations futures » pour soutenir le développement économique de la Turquie. C'est un jeune fond qui n'a « que » 39 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Mais dans les années à venir, s'il est bien géré et que la Turquie tend vers des investissements internationaux, il peut à l'image des fonds qataris (QIA ou QNB) s'immiscer profondément dans nos économies et devenir un ver rampant dans nos sociétés occidentales.

Le fonds étant le bras financier du pouvoir, R.T Erdoğan est dès lors son président. Afin d'assurer un contrôle total sur toutes les strates de pays, Erdoğan place de 2018 à 2020 son gendre, Berat Albayrak à la direction du fond. À seulement 43 ans, Berat Albayrak a eu une vie politique bien remplie. Ancien député d'Istanbul, il a été ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles avant d'être nommé ministre du Trésor et des Finances jusqu'en 2020. Ces nominations à la tête du fonds et en tant que ministre ont suscité de vives critiques en Turquie et au début du mois de juillet la livre turque chutait de 3 %⁸⁶.

⁸⁴ Hiddingal P., Stalla-Bourdillon C. (2009), « [Les fonds souverains : menace ou opportunité ?](#) », Le journal de l'école de Paris du management.

⁸⁵ Turkey Wealth Fund Rapport (2019) "[Annual 2019 du TWF](#)".

⁸⁶ MINOUI, D. (2018), "[Le nouveau ministre turc des Finances, gendre d'Erdoğan](#), inquiète les milieux économiques », Le Figaro.

Pas de finance sans les banques. Dans le secteur des services financiers, le portefeuille de TWF comprend la bourse d'Istanbul *Borsa İstanbul* et deux banques publiques (Ziraat Bank et Halkbank), qui figurent parmi les principales banques de Turquie en matière de taille de leurs actifs. Dans le domaine financier TWF prend aussi part à *Türkiye Sigorta* et *Türkiye Hayat Emeklilik*, des compagnies d'assurances publiques. Toujours selon un objectif d'Indépendance et de souveraineté, TWF a pris part en 20 dans Platform AŞ, pour développer des systèmes de paiement et de cartes dans le pays. Étant aux mains du pouvoir turc et possédant d'importantes banques, le fonds TWF est l'une des pierres (sur le plan financier) dans le projet du *Kanal İstanbul*⁸⁷. Un projet pharaonique qui prévoit la construction d'un nouveau canal de 21 mètres de profondeur, 45 kilomètres de long et 275 mètres de large entre la mer Noire et la mer de Marmara, avec comme objectif le désengorgement du Bosphore⁸⁸. Contesté pour sa viabilité économique et son impact environnemental⁸⁹, ce projet est estimé à 7,3 milliards d'euros. Sans l'appui du TWF, il aurait été très difficile voire impossible pour R.T Erdoğan d'obtenir les financements nécessaires pour son projet.

Dans le secteur de l'énergie domaine par définition stratégique, TWF possède les deux plus grandes sociétés de production et de distribution d'électricité, BOTAŞ (*Boru Hatları İle Petrol Taşıma AŞ*) et Turkish Petroleum (*Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı*). TWF prévoit un investissement de 10 milliards de dollars soutiendra l'objectif de positionner la ville Adana et le district tout proche de Ceyhan, en tant que « plaque tournante internationale » de l'énergie qui « réduira de manière permanente la dépendance étrangère des secteurs qui utilisent la pétrochimie comme matières premières »⁹⁰.

Dans le domaine de la logistique, en plus de posséder l'entreprise nationale des postes, TWF a pris part au capital de Turkish Airlines, l'une des principales compagnies aériennes mondiales avec pas moins de 350 avions modernes, proposant 321 destinations dans 126 pays. Le fonds souverain turc possède aussi la première entreprise portuaire du pays et la totalité du grand port d'Izmir.

TWF a pris part dans des sociétés de minières. Le fonds possède des licences dans le domaine des jeux de hasard (loterie, au scratch & win, à la loterie, au Lucky Ball, au numéro dix, au Super Lotto et à d'autres jeux joués contre de l'argent) et dans l'organisation de courses hippiques⁹¹. TWF a aussi pris des participations dans des entreprises dans le domaine des télécommunications et dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation. Toujours dans le but de rester corrélé à des actifs tangibles, TWF a investi dans des actifs immobiliers et dans le projet İstanbul Financial Center.

⁸⁷ Canal d'Istanbul

⁸⁸ kanalistanbul (2020), disponible sur <https://www.kanalistanbul.gov.tr>

⁸⁹ Fr24News (2021), "[Les banques turques exclusives évitent le canal « fou » d'Erdogan – sources](#)" (2021).

⁹⁰ Turkey Wealth Fund Rapport (2019), "Refinery and Petrochemical".

⁹¹ Turkey Wealth Fund Rapport (2019), [Mining](#)".

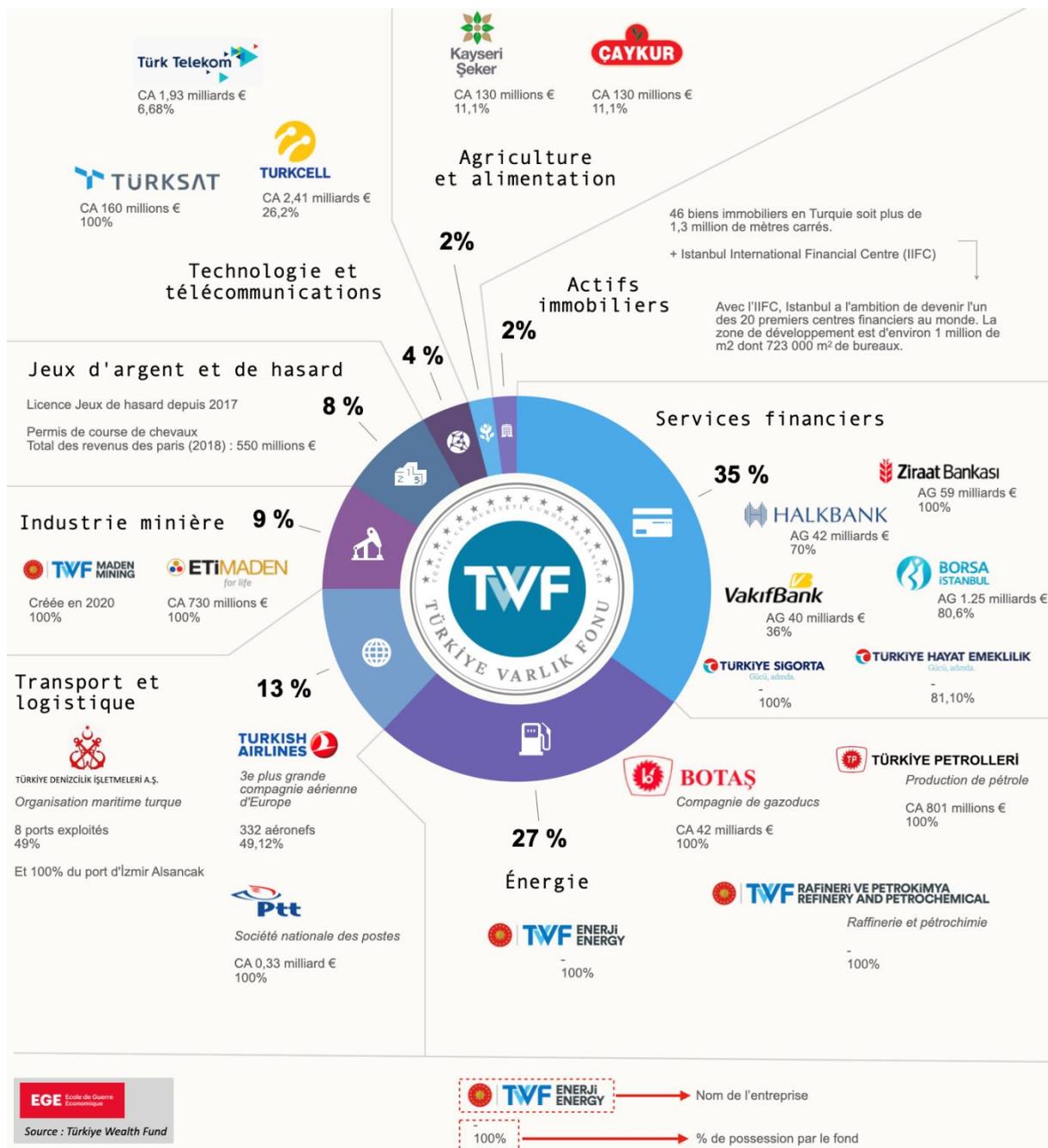


Figure 17 :2 Cartographie des actifs de TWF

2.3 Analyse des flux entrants/sortants d'investissements directs étrangers (IDE) et de la balance commerciale bilatérale

Il serait vain, à bien des égards, de s'atteler à dresser une cartographie des IDE au prisme régional voire sectoriel sans synthétiser au préalable la transversalité de ces flux en partance ou en provenance de la Turquie. Le volume de ces transactions, leur intensité, leur nature, ou encore la répartition géographique de la diaspora turque sont autant de déterminants qu'il convient d'analyser.

L'Agence turque pour la promotion et le soutien à l'investissement (ISPAT) – créée par la loi n° 5523 en 2006 – est rattachée au cabinet du Premier ministre de la République de Turquie⁹². Elle est l'organisation officielle chargée de présenter les opportunités d'investissement en Turquie aux entreprises mondiales, et de les assister avant, pendant et après leur entrée sur le sol turc⁹³. La Turquie dénombre actuellement 76 accords bilatéraux d'investissement (accords de promotion et de protection réciproques des investissements) dont l'objectif est d'établir un environnement fécond en intervenant sur le plan normatif pour favoriser le milieu des affaires entre les parties contractantes.

Ainsi, en 2020, les flux entrants vers la Turquie ont diminué de 15 % pour atteindre 7,9 milliards de dollars USD⁹⁴. Les IDE ont repris vers la fin de l'année (2,3 milliards de dollars au quatrième trimestre⁹⁵), empêchant un déclin plus marqué. Les économies européennes ont continué à représenter la plus grande partie de ces flux (55 %), mais les États-Unis (14 %), les pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie du Sud-Est ont été les plus actifs (14 %)⁹⁶, suivis par les économies du Moyen-Orient (7 %) et de l'Asie (6 %)⁹⁷.

Parmi les principales transactions, citons un investissement de 200 millions de dollars de Metric Capita (France) dans une unité de fabrication de produits pharmaceutiques et l'acquisition par l'Autorité d'investissement du Qatar d'une participation de 10% dans le capital de la société d'un opérateur boursier, évaluée également à 200 millions de dollars. La Turquie étend en ce sens son programme sur les activités liées aux logiciels et aux TIC à d'autres activités à forte valeur ajoutée et à forte intensité technologique pour rattraper son retard. Averti de cette initiative et des opportunités qu'elle ouvre sur un marché de 83 millions de consommateurs, Ford construit une usine de 2,6 milliards de dollars pour l'assemblage de

⁹² Notons une inexactitude de la note du Trésor puisque la réforme constitutionnelle de 2017 a abouti à la suppression de cette fonction au profit d'un renforcement du pouvoir présidentiel.

⁹³ Direction général du Trésor, économie, Turquie.

⁹⁴ "[World Investment report 2020](#)", United nations conference on trade and development (UNCTAD).

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*

véhicules commerciaux et de batteries pour les véhicules électriques dans la zone industrielle de Kocaeli.

Tableau 4 : tableau composé selon les données publiées par le rapport de l'UNCTAD, en millions de dollars.

Turquie	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Flux entrants	12 969	18 976	13 745	11 020	12 981	8 434
Flux sortants	6 682	4 809	2 954	2 622	3 607	2 841
Balance IDE	+	+ 14	+	+ 8 398	+ 9 374	+ 5 593
	6 287	167	10 791			

En termes de volumes, nous pouvons observer un solde continuellement et largement positif d'IDE entre 2014 et 2019. La Turquie, en tant qu'économie en voie de développement, est logiquement alimentée par des flux entrants qui sont à rapprocher de la répartition de sa diaspora, essentiellement européenne (Allemagne : 1 430 000 Turcs ; France : 326 000 ; Pays-Bas : 252 000, etc.)⁹⁸. La totalité des IDE contribue à hauteur de 26 % du PIB turc, répartis comme suit : 6% sortants et 21% entrants⁹⁹.

Tableau 5 : Les flux d'IDE par pays et par secteur d'activités – ministère de l'Industrie et de la Technologie

Les pays investisseurs	2019 (Jan-Mar), en %	Les secteurs investis	2019 (Jan-Mar), en %
Azerbaïdjan	30,0	Commerce de gros et détail	26,0
Royaume-Uni	26,0	Energie	24,0
Allemagne	10,0	Finance et assurance	14,0
Etats-Unis	7,0	Transport et entreposage	8,0
Espagne	4,0	Industrie chimique	3,0
Belgique	2,0		

Ce tableau s'avère particulièrement utile afin de mettre en exergue une stratégie turque en matière de captation des financements extérieurs. Nous avons démontré que la Turquie était la source de relativement peu d'IDE, préférant garder sa marge positive pour un stock fourni de devises étrangères. Or, excepté le voisin (Azerbaïdjan), fournisseur d'énergie, les principaux investisseurs sont occidentaux en général et européens en particulier – en dépit de relations diplomatiques pour le moins « froides ». Ce paradigme d'orientation vers les économies d'un Occident antagoniste mais libéral et développé fait du marché turc un hub commercial idoine (réformes, vitalité démographique, coût bas de la main d'œuvre, secteurs porteurs etc.). Une fenêtre d'opportunité dont a manifestement su tirer avantage la Turquie,

⁹⁸ Agence France Presse, reprenant une cartographie de l'YSK (Conseil Electoral Supérieur de Turquie).

⁹⁹ OCDE, [données, stock d'IDE](#), 2020.

qui, bien que brebis galeuse de l'OTAN, impérialiste, opposée à l'UE sur presque tous les sujets géopolitiques en Méditerranée, autocratique, attire massivement les investisseurs occidentaux, au contraire par exemple d'un Iran trop théocratique.

Une analyse plus fine des données disponibles, région par région, s'impose cependant. Il ne s'agira pas de dresser une liste exhaustive des IDE entrants et sortants de la Turquie, mais d'en identifier les principaux acteurs ainsi que les enjeux qui en découlent.

2.3.1 Occident/Union européenne : « la poule aux œufs d'or »

L'hyperpuissance étasunienne à la conquête d'un marché résilient, porte d'entrée du Moyen-Orient

Les échanges commerciaux entre la Turquie et les États-Unis ont atteint environ 21 milliards de dollars en 2019 et les alliés de l'OTAN ont déclaré vouloir porter ce montant à 100 milliards de dollars¹⁰⁰. Le commerce bilatéral est en hausse constante depuis plusieurs années, et même la pandémie de coronavirus n'a pas pu empêcher le volume de dépasser 20 milliards de dollars en 2020. Plus de 1 700 entreprises américaines, dont les actifs totalisent 31,2 milliards de dollars, opèrent en Turquie et fournissent des emplois à 78 000 personnes¹⁰¹. Relevons notamment une amélioration des relations bilatérales à l'issue d'une conférence en ligne d'Erdoğan, le 26 mai 2021, avec les cadres supérieurs d'une trentaine d'entreprises américaines. Cet événement a été organisé par la Chambre de commerce américaine, le Bureau des investissements de la présidence turque, l'ambassade de Turquie et l'Union des chambres et des bourses de marchandises de Turquie (TOBB), après que les perspectives prometteuses ont été publiées concernant la Turquie, particulièrement résiliente à la crise de la covid19.

Royaume-Uni, partenaire mineur

Particulièrement détaillé, le document publié par le Département du Commerce International britannique nous enseigne quantitativement sur le volume des échanges anglo-turcs. Ainsi, Les exportations totales du Royaume-Uni vers la Turquie se sont élevées à 6,0 milliards de livres sterling au cours des quatre trimestres à la fin du T4 2020, soit une baisse de 22,8 % ou 1,8 milliard de livres sterling par rapport aux quatre trimestres 2019¹⁰². Les importations totales du Royaume-Uni en provenance de Turquie se sont élevées quant à elles à 9,1 milliards de livres sterling au cours des quatre trimestres à la fin du T4 2020, soit une diminution de 21,8 % ou 2,5 milliards de livres sterling par rapport aux quatre trimestres de 2019¹⁰³.

¹⁰⁰ Daily Sabah « Major US companies aim to expand Turkey investments », 2021.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Département for International Trade, "Trade and Investments", factsheet, Turkey, 2021.

¹⁰³ *Ibid.*

Concernant le stock d'IDE sortants du Royaume-Uni relevons qu'en 2019, ceux-ci s'élevaient à 3,4 milliards de livres sterling, soit 43,4 % ou 2,6 milliards de livres sterling de moins qu'en 2018¹⁰⁴. En 2019, la Turquie a représenté 0,2% du stock total d'IDE du Royaume-Uni vers l'étranger. Par analogie, le stock d'IDE entrants au Royaume-Uni depuis la Turquie s'établit à 15 millions de livres sterling, En 2019, le stock d'IDE en provenance de Turquie au Royaume-Uni était de 15 millions soit 68,8 % ou 33 millions de livres sterling de moins qu'en 2018. En 2019, la Turquie a représenté en somme moins de 0,1% du stock total d'IDE entrants au Royaume-Uni¹⁰⁵.

L'effectivité du Brexit ne devrait pas modifier les relations financières bilatérales, la Turquie investissant peu dans le Royaume-Uni tandis que ce dernier continuera de percevoir le marché turc comme prometteur tout en lui préférant l'Inde ou l'Afrique de l'Est.

Allemagne, premier partenaire commercial en volume et en valeur

Singulières relations que celles de l'Allemagne et de la Turquie, étendues mais étroites, dans lesquelles les quelques trois millions de personnes originaires de Turquie vivant en Allemagne jouent un rôle conséquent. Les relations bilatérales sont toutefois tendues depuis 2016, notamment depuis qu'un nombre croissant de ressortissants allemands ont été détenus arbitrairement ou empêchés de quitter la Turquie. La crise en Méditerranée orientale a également mis « de l'eau dans le gaz » – pardonnez l'expression – quant aux relations de l'Allemagne et de l'UE avec la Turquie.

L'Allemagne est néanmoins le plus important partenaire commercial de la Turquie et l'un des plus gros investisseurs dans le pays. En 2020, le commerce bilatéral s'élevait à 36,6 milliards d'euros¹⁰⁶, ce qui correspond à une baisse de 9 % par rapport à 2019 (exportations 16,6 milliards de dollars US ; importations 19,3 milliards de dollars US¹⁰⁷). 7 400 entreprises allemandes ou entreprises turques avec une participation allemande sont dénombrées en Turquie. La Commission économique et commerciale mixte (JETCO), qui a été fondée en 2018, et le Forum énergétique germano-turc sert d'espace de dialogues, de relais d'influence entre les décideurs politiques et les hommes d'affaires des deux pays.

Espagne, partenaire en fort décroissement

La balance commerciale entre l'Espagne et la Turquie est relativement équilibrée. Cependant, nous observons depuis 2018 un changement de tendance défavorable pour l'Espagne compte tenu de la vigueur affichée par les exportations turques, favorisées par l'augmentation de la compétitivité des prix dérivée de la dépréciation progressive de la livre turque ainsi que par la faiblesse de sa demande intérieure. Ainsi, en 2018, les exportations espagnoles ont atteint 4 828 M€, tandis que les importations se sont élevées à 7 117 M€¹⁰⁸. Cette tendance s'est consolidée en 2019, les exportations espagnoles s'élevant à 4 466 M€ et les importations à 7

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Federal Foreign Office, Germany and Turkey, Bilateral Relations.

¹⁰⁷ Republic of Turkey, ministry of foreign affairs.

¹⁰⁸ "[Red de oficinas economicas y comerciales de Espana en el Exterior](#)", Turquía.

591 M€. La balance commerciale a augmenté de 37%, atteignant un déficit de 3.125 millions d'euros et un taux de couverture de seulement 59%¹⁰⁹.

Les échanges sont assez diversifiés dans les deux sens, en particulier les exportations. En 2020, il convient de noter les exportations espagnoles par les rubriques les plus importantes : véhicules à moteur, tracteurs et composants (27%) ; matières plastiques et produits manufacturés (9%) ; machines et appareils mécaniques (8%) ; appareils et équipements électriques (7%) ; fer et acier (7%)¹¹⁰. En ce qui concerne les importations espagnoles en provenance de Turquie, il convient de souligner les éléments suivants : véhicules à moteur, tracteurs et composants (18%) ; vêtements non tricotés (16%) ; vêtements tricotés (15%) ; machines et appareils mécaniques (10%) et fer et acier (8%). Les exportations espagnoles de véhicules vers la Turquie représentent 3% du total des exportations espagnoles et 9% du total des importations en provenance de Turquie.

En termes d'IDE, soulignons un décroissement conséquent des investissements directs espagnols en Turquie, passant de 847 millions d'euros en 2017 à 48 millions en 2020¹¹¹, avec une nette domination du secteur de l'ingénierie civile. Inversement, les IDE turcs en Espagne sont en drastique diminution, passant de 35 millions d'euros en 2017 à 50 000 euros en 2020. Le secteur privilégié par les investisseurs turcs est celui de la fabrication de plastique et de caoutchouc.

La France, partenaire cyclique et déficitaire

Le volume des échanges franco-turcs global est de 14,676 milliards d'euros en 2019, son plus haut historique. Le solde de la balance commerciale bénéficie à la Turquie avec +56,1 millions d'euros en 2016, +800,6 millions d'euros en 2017, +2,026 milliards d'euros en 2018 et +2,788 milliards d'euros en 2019¹¹². La raison de ce solde négatif s'explique partiellement par une baisse tangible des exportations françaises. En effet, le premier poste d'exportations vers la Turquie en 2018, « construction aéronautique » a reculé de 30,9% tandis que « l'automobile » a lui enregistré un décroissement de 11,1%¹¹³. Relevons que ce sont ces mêmes postes qui sont désormais en faveur de la Turquie dans leurs exportations vers la France avec un bond de 9% des « produits de la construction automobile ». Une illustration des effets d'un transfert technologique dans une industrie bon marché. Une partie de la chaîne d'approvisionnement du secteur automobile pourrait ainsi à terme être relocalisée en Turquie aux dépens des dragons asiatiques, indépendamment de toute considération du risque géopolitique.

Une nette dichotomie apparaît concernant les IDE. La France, destination la plus attrayante du marché européen en 2019, est le quatorzième investisseur en flux entrants en Turquie. *Business France* a notamment recensé 12 projets turcs en hexagone en 2020, permettant la

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ S.G. de Inversiones Exteriores (Registro de Inversiones), Turquie.

¹¹² Douanes françaises, échanges commerciaux France-Turquie depuis 2000, données brutes de collecte.

¹¹³ CCI, France-Turquie, le 20/02/2020, dernières données disponibles.

création ou le maintien de 174 emplois¹¹⁴, majoritairement en île de France et en Rhône-Alpes, comme un reflet de la réparation de la diaspora turque sur le territoire métropolitain. La faiblesse de ces chiffres est à comparer avec les IDE de la France vers la Turquie. L'agence française de développement (AFD) estime à 450 le nombre d'entreprises françaises implantées en Turquie, représentant un stock d'IDE de plus de 4 milliards USD, pour 150 000 emplois environ¹¹⁵. L'AFD a engagé 2,4 milliards d'euros pour la Turquie depuis 2004 pour financer, intégralement ou partiellement, 44 projets au total : 2 en Amérique latine, 5 en Afrique, 11 en Turquie, 8 en Asie, 18 non référencés¹¹⁶.

2.3.2 L'Afrique, futur eldorado des investissements turcs ? Le concept de « Turcafrique »

Fondé sur une politique volontariste, le précepte d'Erdoğan en Afrique se traduit par une hausse des investissements sur le continent. Diverses tournées du président turc, voyages du ministre des Affaires étrangères, l'activisme des ambassadeurs ainsi que l'organisation de conférences bilatérales sont autant de témoins de cet activisme néo-ottoman, particulièrement tangible au Maghreb.

Par manque de données-pays disponibles nous nous contenterons de dresser un état des lieux global afin d'en tirer certaines conclusions, dépassant souvent le champ financier, qui n'est après tout qu'un moyen et non une finalité.

La visite du président R.T Erdoğan au Sénégal – pré-carré historique de la diplomatie française – n'a pas été sans s'accompagner de promesses d'aides et de financements. Si les montants et la nature des projets ne sont à ce jour toujours pas connus, le président Erdoğan a toutefois certifié une ambition des investisseurs turcs à hauteur d'un milliard USD en 2020, soit une hausse de 300% vis-à-vis de 2018¹¹⁷. Relevons, parmi les déclarations d'intention, une contribution massive à la construction d'une ville péri-urbaine à Dakar, d'une ligne ferroviaire, à quoi s'ajoute la gestion par un consortium turc de l'aéroport de la capitale, effectif depuis 2017. L'aspect religieux est ici non négligeable puisque le Sénégal, terre d'Islam et surtout du soufisme, voit sur son sol des mosquées s'ériger grâce aux financements turcs. Un exemple édifiant du *soft-power* religieux qui souhaite mettre en œuvre Erdoğan en Afrique, et à plus forte raison en Afrique de l'Ouest, où la France est enlisée dans son image de colon et de « gendarme du monde ».

Un tel dynamisme régional a incité le politologue espagnol Felipe Sanchez Tapia à théoriser le concept de Turcafrique¹¹⁸, dont les flux financiers sont la pierre angulaire. La Turquie mène ces activités par le biais de son agence de coopération internationale et de développement TİKA (*Türkiye İşbirliği ve Kalkınma İdaresi*), créée en 1999, et calquée sur les agences de

¹¹⁴ Business France, « [bilan 2020 des investissements internationaux en France](#) ».

¹¹⁵ AFD, « [rapport de stratégie 2020-2023](#) », disponible

¹¹⁶ La carte de l'ADF indique en effet 44 projet pour un total de 28 cartographiés. Aucune information supplémentaire n'est disponible.

¹¹⁷ Petite S, « [La Turquie renforce ses positions en Afrique](#) », Le Temps.

¹¹⁸ Sanchez T, Felipe (2020), « *Turcáfrica* », *poder virtuoso en acción. Documento de Análisis IIEE*.

coopération européennes. L'institution a rapidement prouvé sa valeur en tant qu'instrument de politique étrangère et, pour preuve, le gouvernement a progressivement augmenté le volume de l'aide au développement acheminée par la TIKA, qui est passée de 85 millions USD en 2002 à 3 919 millions USD en 2015¹¹⁹. La TIKA dispose actuellement de bureaux de coordination de projets dans 23 pays africains, d'où elle coordonne des programmes d'aide humanitaire et d'aide au développement, dans des domaines tels que les transports, les infrastructures, l'énergie, la construction, l'agriculture, etc.

Les actions de la TIKA s'inscrivent sans l'ombre d'un doute dans le cadre des objectifs de la politique étrangère turque et, à de nombreuses occasions, elles gèrent également des projets liés à la diplomatie culturelle et religieuse (restauration de la mosquée de Ketchaoua en Algérie en 2013), ou dans le domaine de la sécurité (construction de l'académie militaire et du centre d'instruction et de formation à Mogadiscio, en Somalie)¹²⁰. Ces actions ont été renforcées par l'envoi de matériel sanitaire relatif au COVID-19 dans de nombreux pays africains.

2.3.3 Moyen-Orient et Maghreb : la relation turco-qatari, un partenariat tourné vers l'avenir

Le Qatar et la Turquie entretiennent d'excellentes relations commerciales, générant ainsi une masse de flux financier considérable entre les deux pays, comme nous pouvons l'observer au travers de la création du Haut Comité stratégique entre la Turquie et le Qatar en 2014. Depuis sa création, la Turquie et le Qatar se sont réunis six fois sur des questions d'investissement financier stratégique entre les deux pays. Cette relation commerciale est une véritable source de flux financier pour la Turquie d'Erdogan, en effet le Qatar sous l'impulsion de son émir Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani a investi plus de 15 milliards de dollars américains en 2018¹²¹ au sein de l'État turc. Cette collaboration touche à tous les domaines de l'économie turque, permettant de déployer une véritable stratégie d'investissements entre les deux nations. Lors de la 6ème édition du Haut Comité Stratégique, plusieurs accords ont été signés entre les deux pays :

- La vente de 42% des parts Istinye park, l'un des plus luxueux centre commerciaux de Turquie à Qatar holding LLC ;
- L'investissement conjoint potentiel dans le projet « *made in Istanbul golden project* », il s'agit d'un projet de création d'une voie navigable entre le Bosphore et la mer de Marmara ;
- La vente de 10% de part de la bourse turque à la *Qatar Investment Authority* ;

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ TIKA, [Annual Report 2017](#).

¹²¹ Presidency of the republic of turkey investment officer, (2020), [Rapport sur les investissements étranger en Turquie](#).

-
- La vente des actions des opérateurs portuaires d'Akdeniz dans la région d'Antalya à la société d'exploitation des ports de commerce qatari, « Qterminal » par la Turquie au prix de 140 millions de dollars américains ;
 - La création d'une chambre de commerce turco-qatari co-gérée par le ministère turc du Commerce et par le ministère qatari du Commerce et de l'Industrie.¹²²

Ces accords ont pour vocation de permettre de créer une coopération et une coordination pleine et entière, entre le ministère turc des finances et son homologue qatari. L'objectif est de renforcer et consolider l'équilibre financier de ces deux pays. Les deux pays ont également prévu de créer conjointement un programme de gestion de l'eau ainsi qu'un programme d'échange de diplomates toujours dans le but de créer une relation bilatérale pérenne et prospère tournée vers l'avenir.

Cette relation entre les deux pays a permis au Qatar de moins souffrir de l'impact de l'embargo total que la nation subie depuis 2017 par l'ensemble des pays du golfe à cause d'une certaine complaisance envers l'organisation des Frères musulmans ainsi que sa relation avec l'Iran, État chiite rival des royautés sunnites de la région¹²³.

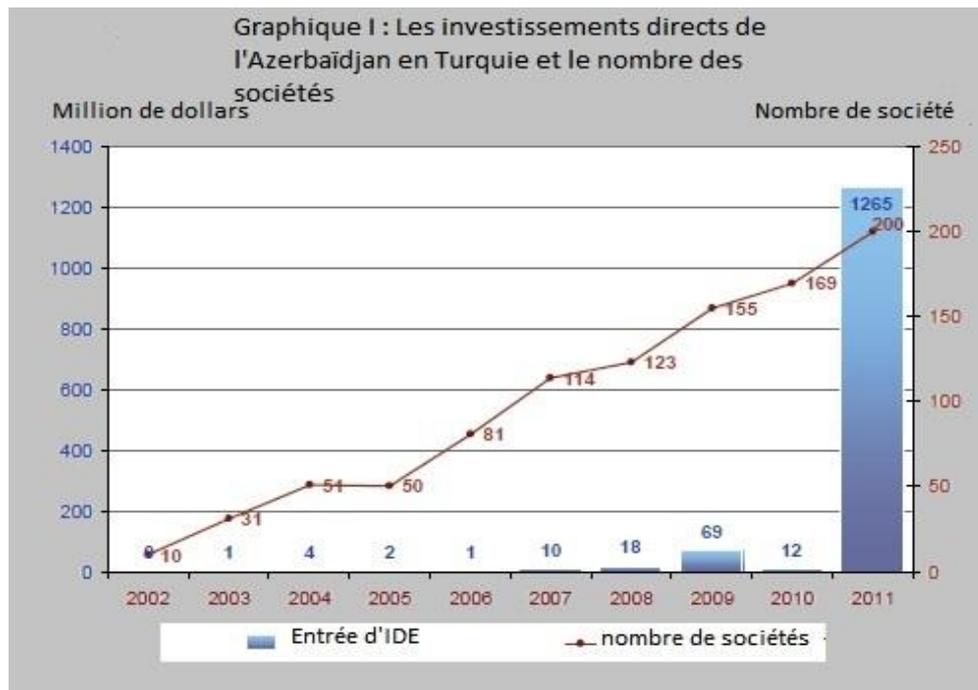
La Turquie d'Erdogan y a vu l'opportunité de se défaire de la pression de livre turque qu'elle a connu en 2018, en permettant l'approvisionnement du Qatar par avions et navires en échange d'injection de 15 milliards de dollars par le Qatar dans l'économie turque.

2.3.4 Monde turcophone : l'Azerbaïdjan et la Turquie, une seule nation, deux États ?

En 2019, le chiffre d'affaires des échanges commerciaux entre les deux pays s'élevait à 4,4 milliards de dollars américains, mais cela est loin de correspondre au potentiel réel de ces deux états selon le ministre turc du Commerce, Rukhsar Pekcan. Il annonce également le 11 septembre 2020, le futur accord de libre-échange entre l'Azerbaïdjan et la Turquie espérant augmenter le flux financier des échanges de ces deux nations à 15 milliards de dollars américains prochainement. Afin d'obtenir un tel résultat rapidement, les deux pays signeront un accord commercial préférentiel en 2021. Les investissements financiers et politiques opérés par la Turquie permettent de bénéficier du gaz produit par l'Azerbaïdjan devenant ainsi moins dépendant de la Russie.

¹²² Bourdillon, Y, (2019), « La Turquie et le Qatar font front commun face aux pays arabes, » Les Echos, disponible sur :<https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/la-turquie-et-le-qatar-font-front-commun-face-aux-pays-arabes-1150641>

¹²³Saleck H, (2020), « [L'Axe Qatar-Turquie, seul contre tous au Moyen-Orient](#) » .



Lors de ces dernières années, nous avons pu observer une forte accélération des investissements azerbaïdjanais, ces investissements sont effectués par la SOCAR (*State Oil Company of Azerbaijan Republic*). La SOCAR qui détient 80% dans le projet de Gazoduc TANAP, projet évalué à 7 milliards de dollars contre 20% pour les sociétés turcs TPAO et BOTAS.¹²⁴ Cette relation d'interdépendance financière et énergétique liant ces deux États pourrait se détériorer sur le long terme, du fait de l'essor de l'Azerbaïdjan au niveau financier, énergétique et de l'influence dans la région. En effet, la Turquie ayant pris comme allié le Qatar, pays très peu soutenu dans la région du Golfe Persique, a perdu beaucoup d'alliés dans la région.

Le Conseil turcique : vers un renouveau des routes de la soie ?

L'Organisation du Conseil turcique est une organisation régionale créée à l'initiative de l'Azerbaïdjan, réunissant les différents pays de civilisation turque ». Le conseil se compose de la Turquie (état-major de l'organisation), de l'Azerbaïdjan (Assemblée parlementaire), du Kazakhstan (Académie turcique) ainsi que du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Turkménistan (pays invité) et de la Hongrie (en tant que pays observateur). Ils souhaitent une modernisation de la civilisation turque ainsi qu'à la création d'un des plus grands espaces économiques et culturels du 21^{ème} siècle.

Mustafa Kemal rappelait que « les Turcs ont toujours avancé d'Orient en Occident ». Du point de vue de la Turquie, les projets économiques et financiers établis par le conseil turcique à l'initiative de la Turquie en Asie centrale ont pour objectif d'étendre son influence au-delà des

¹²⁴ Stovet P, (2017), « [Turquie-Azerbaïdjan, quand le « petit frère » devient presque encombrant](#) », Repair.

pays du golfe Persique où l'attractivité de la Turquie a baissé suite à l'alliance économique faite avec le Qatar. Au-delà de simplement créer une cohésion au sein des peuples turciques, l'organisation permet à la Turquie d'augmenter le nombre de ses exportations en créant de nouvelles relations commerciales. En réunissant les peuples turciques autour d'une culture commune, la Turquie pourrait bien s'attirer les foudres de la Russie pour qui les républiques post-soviétiques sont des alliées économiques très importantes au vu des ressources rares qu'elles détiennent.

Ce choix stratégique s'avère payant pour la Turquie qui enregistre des échanges commerciaux s'élevant à 7 milliards de dollars américains en 2016, notamment par le biais de l'agence turque de coopération et de coordination du Conseil turcique (TIKA). En effet ce sont désormais plus de 4 000 entreprises turques qui se sont déployées dans la région, les investissements de ces dernières en décembre 2017 atteignent 13 milliards de dollars. Les nombreux projets entrepris dans la région des pays turciques par les contractuels turcs ont généré près de 86 milliards de dollars américains toujours cette même année. La Turquie a échangé pour 2,2 milliards de dollars avec le Kazakhstan en 2018.¹²⁵

Dans l'objectif de maximiser le potentiel financier de la relation turco-kazakh, la Turquie conjointement avec le Kazakhstan ont créé la *Turkish-Kazakh Businessmen Union* en 2016 avec comme volonté de pousser à 10 milliards de recettes ainsi qu'à favoriser les investissements turcs au Kazakhstan.

Les échanges commerciaux entre la Turquie et le Turkménistan ont généré 795 millions de dollars en 2018. Ces échanges sont excédentaires en faveur de la Turquie du fait que cette dernière est une économie diversifiée et exportatrice. Au niveau de la relation commerciale entre la Turquie et l'Ouzbékistan, celle-ci a enregistré en 2018 le montant de 1,7 milliard de dollars. La Turquie et l'Ouzbékistan ont récemment fixé un objectif d'échanges bilatéraux à 5 milliards de dollars. En 2018, les projets d'investissement ont été votés à 3 milliards de dollars lors du forum d'affaires turco-ouzbek. Dans les prochaines années, la Turquie compte pénétrer davantage dans le marché kirghize (seulement 377 millions de dollars en 2018) grâce à un accord entre *Türk Eximbank* et le fonds de développement russo-kirghize.

¹²⁵ Engoian, A, (2021), « [Sous l'égide d'Ankara ; l'espace turcophone poursuit sa consolidation](#) », Courrier international .

3 Financements néo-ottomans dans les zones de conflits et *soft power* religieux

3.1 Particularité des zones de conflits et stratégies territoriales

3.1.1 Investissements turcs en Libye : porte d'entrée sur le marché africain et les ressources en Méditerranée orientale

Antenne historique de la Turquie au Maghreb – province ottomane puis nation alliée où Moustafa Kemal s'illustra en tant qu'officier – la Lybie constitue un dossier majeur dans la politique étrangère d'Erdogan. Notons qu'il sera fait état, dans cette section, des intérêts purement financiers.

Par une stratégie d'occupation de l'espace réel et par extension médiatique, la Turquie investit le champ libyen afin de ne contenir la marche de manœuvre de ses ennemis, en l'occurrence l'Union européenne, l'Égypte ou encore les Emirats-Arabis unis. L'envoi de troupes en Libye et de livraisons d'armes malgré l'embargo est animé par la volonté « d'assurer la stabilité du pays, soulager le conflit [...], contribuer à la résolution des négociations politiques dans le cadre du conflit libyen¹²⁶ » Les aides humanitaires turques au profit des populations libyennes sinistrées sont de fait autant un moyen de justifier l'interventionnisme militaire que de s'attacher l'opinion publique locale.

Si aucun investissement n'a été relevé concernant la Méditerranée orientale – raison première de l'interventionnisme ottoman via un accord d'extension de 30% de sa ZEE¹²⁷ –, notons qu'un pays anéanti par un conflit décennal procure de formidables opportunités dans les secteurs du BTP, des télécommunications ou encore de l'agro-alimentaire. Au demeurant les Turcs avaient identifié la Libye comme leur porte d'entrée sur le marché africain et investi en ce sens 15 milliards USD avant 2009, pour 1,8 milliard d'exportations¹²⁸. Ces perspectives mettent en lumière l'enjeu économique du dossier libyen au prisme de la Turquie. En portant secours au gouvernement de Fayez el-Sarraj – qui a notamment pris fin le 15 mars 2021 – Erdogan espère un minimum de stabilité, nécessaire à la poursuite, ou du reste à la reprise des affaires en Libye, où les entreprises turques étaient bien implantées avant le conflit. Un objectif manifestement atteint puisqu'en août 2020, Ankara et Tripoli ont signé un accord visant à renforcer leurs relations commerciales et économiques¹²⁹.

¹²⁶ Veysel, « 5 Soru: Türkiye'nin Libya'ya Asker Gönderme Tezkeresi », *SETA*, traduit par Salomé Larssonneau.

¹²⁷ Zone économique exclusive, en vertu de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la mer.

¹²⁸ Semo M, (2011). « L'affaire libyenne, ou les contradictions de la diplomatie turque In : La Turquie au Moyen-Orient : Le retour d'une puissance régionale ? » Paris : CNRS Éditions.

¹²⁹ TRT (2021), « La Turquie et la Libye signent un accord pour renforcer les relations commerciales et économiques ».

3.1.2 Chypre, le financement de la colonisation turque de l'île



Figure 19 : Carte de l'île de Chypre

Le conflit qui oppose Chypre à la Turquie fait rage depuis 1974. Depuis l'invasion turque, l'île n'a jamais connu l'unité. Deux nations ont vu le jour, d'un côté la république de Chypre, le 16 août 1960 et de l'autre la république turque de Chypre du nord qui s'est formée le 15 novembre 1983. Il y a une forte disparité financière et économique entre ces deux nations. En effet, Chypre dont le partenaire principal est la Grèce, est dotée d'un PIB de 18,7 milliards de dollars en 2017 contre seulement 3,7 milliards pour la Chypre du Nord. Cette différence s'explique par les faibles revenus touristiques générés par la Chypre du Nord 0,74 milliard de dollars contre 2,6 milliards de dollars pour Chypre mais aussi par la trop forte dépendance de la Chypre du Nord vis-à-vis de la Turquie (70% d'importation contre 20% pour Chypre avec la Grèce¹³⁰).

L'un des avantages principaux de l'île de Chypre réside dans ses réserves d'hydrocarbures dans la région de la Méditerranée orientale l'entourant (ZEE). Afin de maintenir son emprise sur cette nation, Ankara a tout au long de ce conflit investi des sommes considérables dans cette nation. En effet, entre 1974 et 2011, la Turquie a déboursé 3 milliards de dollars à la république turque de Chypre du Nord, dont 1,3 milliard pour la défense et 1,6 milliard pour les projets d'infrastructure. La Turquie a également octroyé 3,2 milliards de dollars de prêt à Chypre du Nord en 2012, les importations turques atteignant 2 milliards de dollars en 2012. L'aura financière turque sur la Chypre du Nord semble sans limite, la quasi-totalité des secteurs économiques sont financés par la Turquie (administration, mosquée, hôtel, routes). L'isolement du territoire ne permet pas à la Chypre du Nord de se détacher de l'emprise d'Ankara. Dernièrement, la Turquie a inauguré dans la nation, un aqueduc sous-marin d'une valeur 348 millions de dollars « offert » par le gouvernement turque.

¹³⁰ Perriguer E, « [L'autre Chypre va bien](#), merci les Turcs », Slate.

Au regard des investissements dans l'éducation mais aussi les centaines de millions de dollars de subventions turques à destination de la Chypre du Nord depuis 1974, l'opération semble être une immense perte financière pour la Turquie. Cependant en 2011, ce sont 13 blocs gaziers qui ont été découverts dans les eaux territoriales de l'île, son exploitation pourrait rapporter jusqu'à 600 milliards de dollars à l'île.

3.1.3 Le Kurdistan : une région d'intérêts économiques malgré les velléités nationalistes

Région au lourd contentieux territorial, historiquement départagée entre la Syrie, l'Irak et la Turquie, le Kurdistan demeure un sujet épineux pour Ankara, autant dans la conduite de sa politique étrangère que dans le règlement de ses affaires intérieures. Le gouvernement veille ainsi à bien investir dans la région afin de contenir les volontés indépendantistes du peuple kurde et à tirer parti des potentiels relais de sa croissance économique.

Le conflit turco-kurde représentait durant les années 1990-2000 environ 30% du budget du gouvernement turc, un montant essentiellement alloué aux dépenses sécuritaires et militaires, au détriment d'investissements dans les affaires sociales comme la santé ou l'éducation. Cette absence de financements dans ces secteurs clefs a nourri le ressentiment des populations à l'égard des autorités et fait le terreau de l'islam radical, de la confrontation ethnoreligieuse ainsi que du nationalisme¹³¹.

Depuis plusieurs années, Ankara tente malgré tout de s'imposer comme acteur majeur au Kurdistan, principalement pour des raisons économiques. La Turquie est en effet intéressée par les ressources pétrolières de la partie irakienne de la région, qui sont un luxe nécessaire à la poursuite de la croissance économique du pays tirée par une demande intérieure en matières premières en hausse constante. Ainsi, plusieurs entreprises pétrolières turques, dont la compagnie nationale *Türkiye Petrol Rafinerileri A.S* (TUPRAS), ont bravé les oppositions de Washington en investissant directement dans le secteur pétrolier nord-irakien. Ce nouvel eldorado pour les hydrocarbures est perçu comme une aubaine pour Ankara qui dépend toujours dans ce secteur des importations de la Russie, de l'Iran et de l'Azerbaïdjan et qui entend maintenant être au cœur d'un corridor énergétique entre l'Europe et le Moyen-Orient¹³².

Les hydrocarbures ne sont pas le seul secteur étudié par les stratégies d'implantation turques. Le gouvernement promeut également des projets de construction dans la région : près de 80% des entreprises investies dans le BTP au Kurdistan sont turques ou des filiales/succursales de

¹³¹ Beriker Nimet, « [The Kurdish Conflict in Turkey: Issues, Parties and Prospects](#) », Security Dialogue, p. 439-52.

¹³² Bahzad S, Daner M. et Murtuzaliev S. (2019), « [The economic relations of Kurdistan Region \(KRG\) with Turkey and Russia](#) », p. 40-53.

sociétés turques¹³³. Au demeurant, la Turquie est suivie de près dans cette région par plusieurs entreprises russes aussi implantées au Kurdistan depuis récemment. Enfin, la Turquie reste le premier partenaire économique de la partie irakienne du Kurdistan. En s'implantant économiquement et financièrement dans cette région, elle vise à créer une forme de dépendance durable du territoire à la Turquie, une situation qui pourrait l'aider à tempérer les velléités nationalistes kurdes d'une part et d'autre de la frontière. À ce titre, l'activisme récent d'Ankara auprès de Bagdad pour interrompre l'organisation d'un référendum sur la question kurde met en lumière sa volonté de lier les affaires dans son étranger proche à l'intégrité de son territoire¹³⁴.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ « [Kurdistan irakien : la Turquie met en garde contre le risque de guerre civile en cas de référendum](#) », Le Point.

3.1.4 La Syrie : ambiguïtés d'une relation conflictuelle de voisinage

C'est avec la Syrie que la Turquie entretient sa frontière la plus longue et les relations entre les deux pays sont fluctuantes et tendues depuis de nombreuses années. Entre les conflits liés aux réserves d'eau de la région, les annexions de territoire comme lors de la province d'Hatay en 1939 et les soutiens aux mouvements rebelles d'un côté comme de l'autre, les relations turco-syrienne ont toujours été de nature extrêmement conflictuelle et la dernière décennie a été particulièrement révélatrice de cette situation. Après l'organisation d'un exercice inter-armée d'une ampleur inédite en 2009 et la visite du président turque Abdullah Gül lors de la même année durant laquelle des accords bilatéraux furent annoncés, le début de la guerre civile syrienne en 2011 a marqué la fin de la paix entre les deux nations.

Avec une frontière renforcée en 2015 par Ankara¹³⁵ (devenant ainsi un mur de 900 km de long) et des opérations militaires successives (l'opération Euphrate shield¹³⁶, l'opération Spring shield¹³⁷ etc.), il est possible d'affirmer que les deux États entretiennent des relations belligérantes et ce malgré le fait que 3.4 millions de syriens vivent en Turquie¹³⁸ (dont approximativement 500.000 juste à Istanbul), dégâts collatéraux d'une guerre qui peine à se terminer.

En pratique, chaque commerçant traversant la frontière turco-syrienne doit s'acquitter d'un permis d'une valeur d'environ 2 000 dollars américains (avec un renouvellement chaque année d'une valeur d'environ 1 500 dollars) et se soumettre à des restrictions et des fouilles de routine lors de certains points de contrôle proches de la frontière. Si presque toutes les marchandises peuvent sortir de Turquie pour aller en Syrie, il est difficile de dire le contraire car le transport de marchandises des régions du nord de la Syrie vers la Turquie est extrêmement difficile et limité. Ne sont autorisés à traverser la frontière turque que les marchands transportant des tissus, du thé ou des cigarettes, et ce que les produits étant moins chers dans le nord de la Syrie que ceux vendus sur le marché Turc. Pour obtenir le « permis commercial » régissant les déplacements entre les deux frontières, il faut réunir des documents, posséder une licence professionnelle et mener une activité commerciale inscrite à la chambre de commerce.

La Turquie et la Syrie sont en-soi des zones de libre-échanges et les marchandises peuvent circuler librement, mais force est de constater que la Turquie joue du protectionnisme, limite l'importation de certains produits et en taxe d'autres afin de protéger ses propres industries, ce qui est valable pour la Syrie et sa région nord mais valable aussi pour ses autres partenaires étrangers. L'importation de certains produits classés comme "spécifiques" ne peuvent

¹³⁵ Cokun O, "[Turkish developer confident Syria wall in place by Spring - Nevzat Devranoglu](#)", Reuters.

¹³⁶ Deeb A, "[Operation "Euphrates Shield" ends ISIL rule in Jarabus](#)" - Al-jazeera.

¹³⁷ Barakat M, "[Operation Spring Shield leaves mark on Syria in 2020](#)" - Agence Anadolu - aa.com.

¹³⁸ Boztepe M, "[Istanbul home to largest number of Syrians in Turkey](#)" - Agence Anadolu - aa.com.

également pas circuler entre les deux frontières, comme les produits chimiques par exemple, mais il est important de noter que les commerçants syriens ne paient pas de droits de douane sur les marchandises exportées vers la Turquie ou passant par la Turquie pour aller vers d'autres régions.

Les importations du nord de la Syrie vers la Turquie comprennent principalement l'huile d'olive, les excédents de blé, les épices, l'orge, le coton, le maïs et les pommes de terre et ces marchandises peuvent entrer sans contrainte sur le territoire turc¹³⁹.

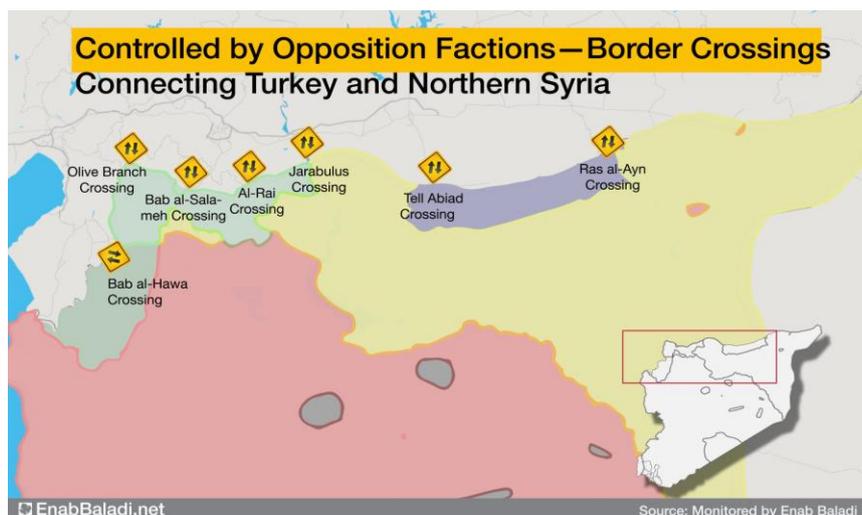


Figure 20 : 3 Carte localisant les postes frontaliers reliant le nord de la Syrie à la Turquie - Source: Enab

La Turquie achète également des céréales aux agriculteurs syriens, mais comme pour les commerçants, les agriculteurs doivent obtenir un certificat et doivent définir à l'avance les quantités qu'ils vont exporter. Ils doivent également posséder un compte auprès de la direction des postes et télégraphes turcs (les PTT). Le premier poste frontalier à être ouvert entre les deux territoires fut Bab al-Salameh¹⁴⁰, en 2016. En 2021, on dénombre désormais 7 passages tous fonctionnels et empruntés chaque jour par des milliers de passants et commerçants.

Cette relation est profitable pour les deux partis, et lorsque les agriculteurs peinent à vendre des céréales, le gouvernement turc achète parfois certaines récoltes, car si les agriculteurs ne vendent pas une année ils ne pourront pas non plus vendre l'année d'après et forcément, les céréales exportées répondent en grande partie au marché turc ce qui viendrait en pâtir ce

¹³⁹ MASRI Z. BALADI E.(2021), "[Turkey is shaping northern Syria's economy - but who is benefitting ?](#)" - enabbaladi.net.

¹⁴⁰ Wasi Z, "[Turkey opens another PTT branch in Syria](#)" Syrianews.

dernier. De plus, il est important de noter que 90% des produits exportés du nord de la Syrie passent par la Turquie.

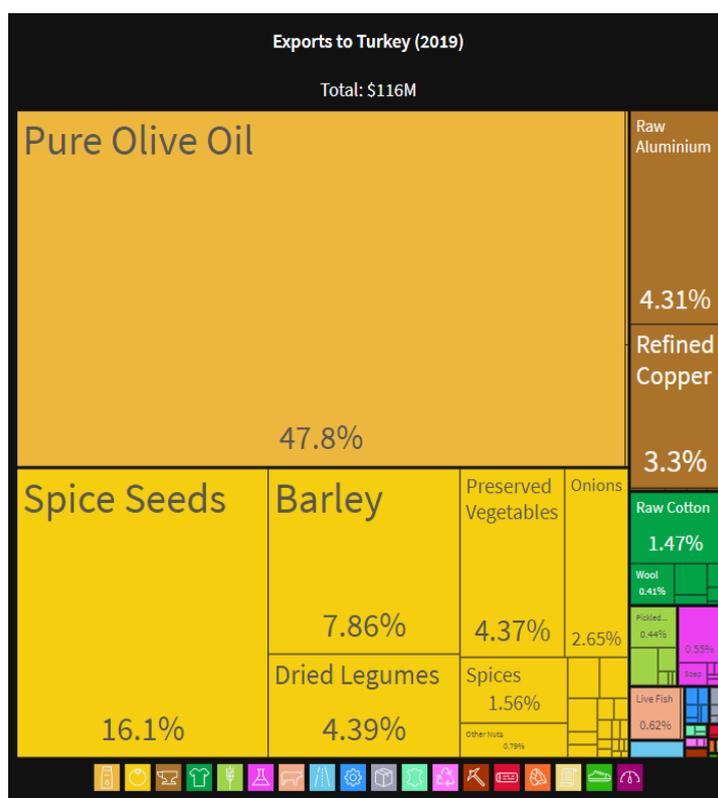


Figure 21 : Total des matières premières exportées de la Syrie vers la Turquie en 2019

Total des matières premières exportées de la Syrie vers la Turquie en 2019.

Source : The Observatory of Economic Complexity

Après la reprise des territoires syrien, le gouvernement turc a ouvert une branche de ses PTT dans la ville de Jarabulus¹⁴¹, au nord-est d'Alep. C'est depuis ce genre de postes qu'il gère les transactions financières liées aux récoltes et à l'agriculture.

Depuis fin 2020 la lire turque est devenue monnaie officielle dans le nord de la Syrie, à côté du dollar américain et de la livre syrienne¹⁴², pour résorber une inflation grandissante. Mais l'effet escompté n'a pas été atteint et les bénéfices de cette opération sont dans l'ensemble très mitigés et de petite envergure pour la Turquie, mais plutôt positifs pour le nord de la Syrie qui a profité d'une stabilité relative de la monnaie turque début 2021.

Dans l'ensemble, la Turquie et la Syrie restent des partenaires commerciaux de longues dates, comme beaucoup de pays frontaliers d'une manière générale. La Turquie reste le 2e pays d'exportations de matières premières syriennes derrière l'Arabie Saoudite, avec 18.4% du total des exportations syriennes qui vont en Turquie¹⁴³. L'inverse n'est en revanche pas

¹⁴¹ ["Turkey helps rebuild the liberated Syrian border town of Jarabulus"](#), France24.

¹⁴² Al-Aswad H.(2020), ["Turkish currency begins to spread in Syria in blow for crisis-hit Damascus"](#), middleeasteye.net.

¹⁴³ ["The observatory of economic complexity"](#)? oec. world - Yearly exports 2019 Syria.

semblable, avec uniquement 0.86% des exportations turques qui vont en Syrie¹⁴⁴. L'absence d'entités réglementant les affaires et l'économie ou régulant les secteurs de la finance, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture a été le problème principal de la région nord syrienne ces dernières années. Il est dans l'intérêt de la Turquie de stabiliser la région pour maintenir une certaine sécurité afin d'améliorer la situation pour venir limiter l'émigration syrienne sur son territoire.

La relation turco-syrienne est profitable dans les deux sens, mais avec une domination turque, qui apparaît comme un géant à côté d'une région dévastée par des problèmes sans fin. C'est pour cela que la Turquie a pu imposer des contrôles aux frontières et ses règles du jeu dans l'ensemble et c'est pour cela qu'elle est dominante dans la relation la liant au nord de la Syrie.

¹⁴⁴ *Ibid.*

3.2 La Turquie, futur pôle mondial de la finance islamique ? Stratégie de soft power dans la sphère religieuse

L'argument de la finance islamique, entre religion et influence

En juin 2020, le président Erdoğan déclare qu'il souhaite « faire d'Istanbul, un pôle de la finance islamique » avant d'ajouter que « l'économie islamique est la clé pour sortir des crises ». Le président turc souhaite en ce sens endosser le rôle de défenseur de l'islam. Il l'a affirmé à plusieurs reprises et l'a démontré notamment en transformant le musée de Sainte-Sophie en mosquée et en promettant de « libérer » la mosquée Al Aqsa de « l'emprise d'Israël ». L'importance de l'influence de la religion musulmane dans cette partie du monde est conséquente, on estime que 89,5% de la population turque serait de confession musulmane. Après avoir subi indirectement la faible position (en termes d'influence) du Qatar dans la région, R.T. Erdoğan espère redorer son image et celle de la Turquie en promouvant le financement islamique afin de pouvoir attirer de nouveaux partenaires commerciaux. En effet, la Turquie est extrêmement dépendante des flux de capitaux étrangers sur son territoire du fait des fluctuations trop importantes que connaît la livre turque au XXI^e siècle.

La finance islamique est une économie issue de la religion musulmane interdisant la notion d'usure et par conséquent de taux d'intérêt sur tous les emprunts ou transactions financières. L'avantage est donc le coût zéro du crédit, même si cela est souvent contourné par des frais de dossiers conséquents, et d'augmenter de manière considérable le nombre d'investisseurs dans son pays. Dans le but de permettre un nouvel essor du financement islamique, la Turquie a mis en place en 2015 un comité de coordination de la finance sans taux d'intérêt sous l'autorité du Trésor public turque. Depuis plusieurs années la Turquie tente de s'inspirer de son "glorieux passé" afin de donner aux financements islamiques des fondements légaux plus solides. C'est avec la loi bancaire du 19 octobre 2005, que le financement islamique démarre sa reconquête de la Turquie, elle va permettre l'essor de banques se basant sur le principe du partage des pertes et des profits.

Cette loi mettra sur un même pied d'égalité les banques conventionnelles et ces banques participatives. En 2016, les banques participatives turques représentaient seulement 2,9% du marché de la banque islamique mondial, elle connaîtra une augmentation de 9% sur cette même période grâce à la politique adoptée par la Turquie. Depuis 2018, on compte 8 banques participatives en Turquie dont les banques publiques *Ziraat Katilim Bankasi* et *Vakif Katilim Bankasi*.

Tableau 3 - Fonds des banques turques (2008-2018)

	Décembre 2008 (TL)	Décembre 2016 (TL)	Décembre 2017 (en TL)	Juin 2018	% entre décembre 2017 - juin 2018
Collecte de fonds	NC	81,5 milliards	105,3 milliards	131.1 milliards	22,1
Distribution de fonds	NC	84,8 milliards	106,7 milliards	132,5 milliards	21,6
Actif total	25,7 milliards	132 milliards	160 milliards	185 milliards	16,1
Fonds propres	3,7 milliards	11,5 milliards	13,65 milliards	15,1 milliards	11,1
Bénéfice net	NC	1,1 milliards	1,584 milliards	2,46 millions	55,7
Effectif	11.022	14.465	15.029	15.310	1,9
Agences	530	959	1.032	1.062	3,2

En juin 2018, les banques participatives turques ont collectées 131,1 millions de livres turques engendrant 2,46 millions de livres turques de bénéfice net. Autre victoire du régime, l'aboutissement dans les prochains mois de la mise en place de la méga banque islamique en collaboration avec l'Indonésie. Ce choix stratégique s'avère donc gagnant pour la Turquie de R.T. Erdoğan attirant ainsi de nouveaux alliés au sein du golfe Persique et de l'Asie du Sud-Est, complétant ainsi l'expansion de son influence dans le monde.¹⁴⁵

¹⁴⁵ Albaraka Bank (2018), « La finance islamique en Turquie, », disponible sur <https://www.albaraka-bank.com/wp-content/uploads/2018/12/SAAFI-2018-La-finance-islamique-en-Turquie-CEKICI-I.pdf>

3.3 Financements souterrains : études de cas

3.3.1 Corruption systémique et scandales

En ce qui concerne la corruption, ce volet est assez complexe car il regroupe différentes parties. C'est pourquoi il ne sera que partiellement détaillé dans le volet *Finance / Banque* et est approfondi dans les parties *Danger intérieur turc* et *Économique / industriel*.

Néanmoins, pour une mise en contexte clair, il convient de rappeler qu'en 2013 d'importants scandales financiers liés à la corruption ont secoué le pouvoir politique turc et de nombreux membres de l'AKP¹⁴⁶. De nombreux proches du gouvernement¹⁴⁷, ainsi que plus de 70 hauts gradés au sein de la police furent arrêtés, dont le directeur de la Sûreté de la police d'Istanbul. Ces scandales ont permis à Erdoğan de démanteler un vaste réseau de corruption qui était devenu systémique en Turquie mais aussi de réaffirmer sa place de chef en évinçant des dissidents au sein de l'AKP¹⁴⁸. Une enquête est actuellement en cours visant l'attribution de permis de construire illégaux par le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisation, ayant permis à des bureaucrates de haut rang et des proches de ministres et d'industriels de réaliser des profits. Ainsi qu'une seconde visant des malversations liées encore une fois à ces projets immobiliers. Mais la plus retentissante, concerne celle liée à la banque publique Halkbank. Elle concerne une affaire de blanchiment d'argent et le transfert illicite d'or entre la Turquie et l'Iran alors sous embargo à la suite des sanctions américaines.

3.3.2 Blanchiment d'argent

La Turquie fait partie des pays pour lesquels la lutte contre le blanchiment d'argent à une importance majeure. Son risque de criminalité financière est très élevé en raison de sa situation géographique d'une part et sa position politique de l'autre. Principalement exposé aux risques de financement du terrorisme ces dernières années, le gouvernement turc agit désormais de manière officielle avec les Nations-Unies, l'Union européenne et d'autres organisations internationales dans le cadre de la lutte contre la criminalité financière. Par conséquent et en raison des événements survenus en Syrie durant la dernière décennie, la Turquie a continué d'améliorer son arsenal législatif pour tenter d'endiguer toujours plus une

¹⁴⁶ GARCIA J. (2013), « Fraudes, blanchiment d'argent, corruption... La Turquie d'Erdogan en plein scandale », pour l'Express, disponible sur https://www.lexpress.fr/actualite/monde/fraudes-blanchiment-d-argent-corruption-la-turquie-d-erdogan-en-plein-scandale_1310075.html

¹⁴⁷ BASTION J. (2013), « Opération anti-corruption en Turquie: deux fils de ministres inculpés » pour RFI, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/europe/20131221-operation-anti-corruption-turquie-deux-fils-ministres-inculpes>

¹⁴⁸ AFP (2013), « Opération anticorruption en Turquie: premières inculpations », disponible sur https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/operation-anticorruption-en-turquie-premieres-inculpations_1309229.html

menace bien présente. Initialement, elle lutte depuis 1996 contre le blanchiment d'argent, avec la loi n°4208 relatives à la prévention du blanchiment d'argent (aujourd'hui abolie, cette loi a surtout permis de définir le blanchiment d'argent dans un cadre législatif avant d'évoluer et déboucher sur la loi n°5237 détaillée plus bas). C'est avec cette loi que sont créées les premières institutions publiques et services d'enquête principalement axé sur la lutte contre le financement du terrorisme et les crimes financiers. Ainsi, le conseil d'enquête sur les crimes financiers (le MASAK, très connu ces derniers temps pour avoir réglementé sévèrement les transactions en crypto monnaies sur le territoire¹⁴⁹) est créé en février 1997¹⁵⁰.

Le cadre législatif concernant la lutte contre le blanchiment d'argent est très précis et définis dans les lois suivantes :

- La loi anticriminalité n°5237 ;
- La loi sur la prévention du blanchiment des produits du crime n°5549 ;
- Le règlement sur la prévention du blanchiment de l'argent du crime organisée et du financement du terrorisme

La loi anticriminalité n°5237

Véritable évolution de la loi n°4208, la loi n°5237 anticriminalité est votée le 26 septembre 2004. D'un volume d'environ 80 pages, elle possède tout un volet sur ce qui est désormais appelé " le blanchiment de biens acquis à la suite d'une infraction" dans son article 281.

Il est y notamment stipulé que s'emparer de bien acquis à la suite d'une infraction est passible de minimum 1 an de prison, que si c'est un agent du service public qui commet l'infraction la peine est augmenté de moitié, en cas d'action lié au crime organisé la peine est multipliée par 1, et l'absence de peine pour ceux facilitant la découverte de bien acquis illégalement en informant les organismes faisant autorités.¹⁵¹

La loi sur la prévention du blanchiment des produits du crime n°5549

La loi sur la prévention du blanchiment des produits du crime a été publiée au Journal officiel en Turquie le 18 octobre 2006, avec pour objectif de déterminer les principes et les procédures nécessaires à endiguer le blanchiment de bien acquis à la suite d'une infraction. Très contemporaine, elle a été modelée sur ce qui se fait actuellement à l'échelle de l'Union européenne, toujours dans le but de développer une harmonie vis-à-vis des différents partenaires internationaux. Cette loi instaure des nouveautés, comme l'obligation de signaler au MASAK toute transaction suspecte, où il existe un soupçon que les actifs concernés aient été utilisés à des fins illégales. Elle met en place également un système moderne de politique

¹⁴⁹ Toksabay E, "[Bitcoin tumbles after Turkey bans crypto payments citing risks](#)."

¹⁵⁰ "[Turkey financial crimes investigation board](#)", egmontgroup.org.

¹⁵¹ "[5237 criminal code of Turkey](#)" (2021), lawsturkey.com.

de KYC¹⁵² (know your customer) et oblige les établissements à avoir recours à de la due diligence systématique. Les établissements concernés sont les banques, les sociétés d'investissement, les sociétés financières, de paiement, de transfert d'argent, de facturation, de prêt et désormais, les bourses de crypto-monnaie. Le MASAK a le pouvoir d'amender administrativement toutes les organisations qui ne se plient pas à la loi et peut auditer n'importe quel établissement à n'importe quel moment¹⁵³. Pour les établissements concernés, les obligations sont les suivantes :

- Identification des clients
- Déclaration des transactions "suspectes" (via le STR – suspicious transaction reporting)
- Obligation de formation et sensibilisation des employés, obligation d'imposer des systèmes de contrôle interne et de gestion de risques
- Créer de la documentation et des rapports périodiques et fournir ces informations au MASAK

Le règlement sur la prévention du blanchiment de l'argent du crime organisée et du financement du terrorisme

Ce règlement, adopté et publié au Journal officiel Turque en 2008, vient faire la jonction entre lutte contre le blanchiment d'argent et lutte contre le financement du terrorisme, afin de pallier deux problèmes via les mêmes solutions. Il est venu compléter la loi n°5549 en définissant de manière précise¹⁵⁴ : les parties concernés, les obligations de due diligence en termes d'identification des clients (avec les paliers d'exigence relatifs aux sommes échangés), les procédures de déclaration des transaction suspecte (en introduisant le STR), comment fournir la documentation au MASAK et conserver cette documentation de manière sécurisée, ainsi que tout ce qui est relatif aux obligations de contrôle. L'instauration de ce règlement a créé une nouvelle ère dans la lutte contre le blanchiment d'argent, où le manque de vigilance, élément central de la lutte contre les trafics financiers, est désormais reproché à l'entreprise concernée de manière directe.

Sur les deux dernières décennies, il est possible de dire que la Turquie a investi dans la lutte contre le blanchiment d'argent de manière croissante. En créant des autorités capables d'auditer les établissements et de réglementer les transactions, le pouvoir en place commence à posséder une vision d'ensemble et une bonne compréhension des schémas financiers complexes inhérent à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent. L'utilisation de

¹⁵² ["Customer Due Diligence by Financial Institutions as a key prevention instrument: Turkey's implementation"](#) (2012), MASAK, osce.org.

¹⁵³ ["Prevention of laundering proceeds of crime Law"](#) (2006), Moneylaundering.com.

¹⁵⁴ ["Regulation on measures regarding prevention of laundering proceeds of crime and financing of terrorism"](#) (2008), hmb.gov.tr.

renseignements obligatoires à fournir aux autorités depuis 2008 a été un élément capital dans l'évolution de la lutte contre les flux financiers à provenance illégale ou suspecte. Depuis le coup d'État avorté de 2016, le MASAK a encore plus de travail qu'avant, car les demandes d'enquête en provenance du ministère public et des tribunaux ont augmenté de manière exponentielle, venant considérablement alourdir la charge de travail du conseil malgré le fait que son champ d'action soit déjà très élargi, comme le prouvent les études de cas postés sur le site officiel du MASAK¹⁵⁵. Mais certains réflexes notamment en matière de KYC ont été adoptés dans le pays et l'usage de l'intelligence financière est désormais courant dans toutes les sociétés turques traitant des mouvements financiers importants et des masses monétaires conséquentes.

Mais la conscience de ces problématiques est assez disparate selon les différents secteurs, et si le secteur bancaire est extrêmement sensible à toutes ces questions, il est difficile de calquer cette sensibilité sur le secteur de l'immobilier et les agences immobilières ou dans certaines autres entreprises financières moins importantes que les grandes banques par exemple¹⁵⁶. La collaboration des différentes institutions et les mesures de surveillance imposées par le BRSA, le CMB et le MASAK se sont avérées généralement pertinentes pour empêcher les criminels et leurs prête-noms d'entrer sur les marchés financiers. Cependant, le MASAK, qui reste la principale autorité de coordination et de surveillance sur ces questions, ne fournit pas de statistiques fiables permettant de quantifier la progression dans le temps du pourcentage des capitaux acquis de manière illégale entrant sur le marché par la Turquie.

3.3.3 La Turquie face aux sanctions de la communauté internationale

Les prises de position de la Turquie dans des conflits armés (Lybie, Syrie, Haut-Karabakh) ou ses forages illégaux dans les eaux territoriales grecques et chypriotes ont entraîné une complexification des relations diplomatiques avec l'Union européenne.

Bien que des mesures de sanctions économiques ou un embargo sur les armes aient été écartés, de nouveaux noms ont été soumis pour approbation sur la liste noire (existante) de l'Union européenne. Ce sont notamment des responsables de la Turkish Petroleum Corporation (TPAO), interdits de visas et dont les avoirs dans l'UE sont gelés¹⁵⁷.

À ces premières mesures individuelles pourraient s'ajouter des sanctions supplémentaires si la Turquie devait poursuivre ses actions, condamnées par l'Union européenne.

¹⁵⁵ [“Republic of Turkey ministry of treasury and finance”](#) (2021), hmb.gov.tr, Typologies.

¹⁵⁶ [“Turkey’s measures to combat money laundering and terrorist financing”](#) (2019) - Financial action task force fatf-gafi.or.

¹⁵⁷ Union Européenne, « Règlement (UE) 2019/1890 consolidé concernant des mesures restrictives en raison des activités de forage non autorisées menées par la Turquie en Méditerranée orientale ».

Outre-Atlantique, les États-Unis sanctionnent également la Turquie depuis 2019 du fait de ses actions.

Depuis octobre 2019, à la suite d'une offensive turque contre les Kurdes dans le Nord-Est de la Syrie, Donald Trump avait annoncé par décret un ensemble de sanctions à l'encontre de la Turquie.¹⁵⁸ Ce décret se traduit par des sanctions financières et des interdictions d'entrée aux États-Unis. Il permet le gel des avoirs de tout membre du gouvernement turc aux États-Unis, mais aussi de ceux d'agences dépendants de l'État turc ou opérants dans des secteurs jugés stratégiques par les États-Unis. Également, les droits de douanes américaines sur l'import de l'acier turc sont relevés à 50%, et les négociations sur un vaste accord commercial (100 milliards de dollars) avec Ankara sont stoppées.

Plus récemment, en décembre 2020, de nouvelles sanctions à l'encontre de la Turquie sont prononcées par les États-Unis. À la suite de l'acquisition par la Turquie d'un système de défense aérienne russe S-400, non validé par l'OTAN (dont la Turquie fait partie), Washington a interdit l'attribution de tout nouveau permis d'exportation d'armes à l'agence gouvernementale turque en charge des achats d'armements (SSB). Par ailleurs, les dirigeants de la SSB sont également interdits d'entrée sur le territoire américain.¹⁵⁹

¹⁵⁸ « [Les Etats-Unis annoncent des sanctions contre la Turquie](#) », Les Echos.

¹⁵⁹ France 24 (2020), « [Les États-Unis sanctionnent la Turquie pour l'achat de missiles russes S-400](#) ».

Conclusion

Recep Tayyip Erdoğan a de grandes ambitions pour la Turquie. Dans un monde interconnecté où toutes nations, organisations et entreprises ont des aspirations et stratégies différentes mais interdépendantes, il est complexe d'avoir la capacité d'agir et d'évoluer sans contrainte surtout lorsque l'on a des ambitions commerciales à l'international. L'obligation de compliance et l'interopérabilité des établissements financiers étant de plus en plus fortes à l'échelle mondiale, c'est avec insistance que la Turquie a dû réformer son système bancaire et financier sur les deux dernières décennies.

Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que la Turquie possède un cadre législatif relatif au secteur bancaire solide, avec des institutions capables d'échanger de l'information et des structures d'accompagnement des établissements financiers performants, toujours dans l'objectif de créer plus de confiance et plus de stabilité sur ces marchés financiers. Malgré tout, un paradoxe est à constater lorsque l'on place la situation en perspective, entre une monnaie faible (la lire turque a traversé une crise importante entre 2018 et 2020), très dépendante des fluctuations du marché extérieur, des indicateurs macro-économiques plutôt dégradés (inflation, endettement etc.) et une relative solidité des établissements bancaires et financiers assurés par un ensemble d'institutions de coordination (autorités de régulation, cadre législatif etc.) et par une volonté d'harmonie vis-à-vis des partenaires internationaux de l'autre.

Possédant une monnaie fragile, avec une forte inflation difficile à réduire, la Turquie peine à maintenir la confiance des investisseurs. Bien que la stabilité des prix demeure la principale fragilité du système financier turc, la Banque centrale peut néanmoins compter aujourd'hui sur un secteur bancaire plutôt résilient. En effet, pour sécuriser son pouvoir et asseoir sa politique, Erdoğan place à la tête des institutions financières et bancaires du pays, ses proches et hommes de confiance. C'est également le cas pour le fonds souverain turc qui possède trois des principales banques de Turquie et sert de caution financière pour les projets d'Erdoğan.

Le système bancaire turc a subi des évolutions importantes ces vingt dernières années et cela en fait un secteur très dynamique. La Turquie cherche à « s'occidentaliser ». De ce fait, elle a modifié et réformé son cadre réglementaire pour y intégrer des normes conformes à ce qui est en vigueur au sein de l'Union européenne. Réformes et modernisations des secteurs bancaire et financier turc, sont des signaux positifs pour les investisseurs étrangers.

Elle n'apparaît cependant toujours pas comme une « puissance de l'argent » et se trouve dans la situation critique d'un taux d'inflation volatile et d'un endettement des ménages détenu par des investisseurs étrangers.

Sources

Articles de presse

Agence France Presse (2013), « Opération anticorruption en Turquie : premières inculpations », l'Express, disponible sur https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/operation-anticorruption-en-turquie-premieres-inculpations_1309229.html

Al-ASWAD H.(2020), Turkish currency begins to spread in Syria in blow for crisis-hit Damascus - Harun al-Aswad - Middle East Eye - middleeasteye.net - *disponible sur* : <https://www.middleeasteye.net/news/ankara-syria-turkish-currency-spread-gains-losses>

AUSSANAIRE, P. (2018), « La banque centrale turque marque son indépendance - Actualités Asset Management », l'AGEFI, disponible sur <https://www.agefi.fr/asset-management/actualites/quotidien/20180914/banque-centrale-turque-marque-independance-256004>.

BARAKAT M. EMRE E, (2020), Operation Spring Shield leaves mark on Syria in 2020 - Agence Anadolu - aa.com - *disponible sur* : <https://www.aa.com.tr/en/middle-east/operation-spring-shield-leaves-mark-on-syria-in-2020/2093154>

BASTION, J. (2013), « Opération anti-corruption en Turquie : deux fils de ministres inculpés » pour RFI, pour Radio France International, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/europe/20131221-operation-anti-corruption-turquie-deux-fils-ministres-inculpés>

BOURDILLON, Y, (2019), « La Turquie et le Qatar font front commun face aux pays arabes, » *Les Echos*, disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/la-turquie-et-le-qatar-font-front-commun-face-aux-pays-arabes-1150641>

BOZTEPE M. (2018) Istanbul home to largest number of Syrians in Turkey - Agence Anadolu - aa.com - *disponible sur* : <https://www.aa.com.tr/en/life/-istanbul-home-to-largest-number-of-syrians-in-turkey/1033675>

DEEB A (2016)., Operation "Euphrates Shield" ends ISIL rule in Jarabus - Al-jazeera -

disponible sur : <https://www.aljazeera.com/gallery/2016/8/25/operation-euphrates-shield-ends-isil-rule-in-jarablus/>

DUBESSY, F. (2021), « Le limogeage du gouverneur de la Banque centrale créé des remous sur les marchés financiers turcs », Econostrum, disponible sur https://www.econostrum.info/Le-limogeage-du-gouverneur-de-la-Banque-centrale-cree-des-remous-sur-les-marches-financiers-turcs_a27367.html.

ENGOIAN, A, (2021), « Sous l'égide d'Ankara ; l'espace turcophone poursuit sa consolidation », *Courrier international*, disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/13211>

France 24 avec l'Agence France Presse (2020), « Les États-Unis sanctionnent la Turquie pour l'achat de missiles russes S-400 », pour France 24, disponible sur : <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20201214-les-%C3%A9tats-unis-sanctionnent-la-turquie-pour-l-achat-de-missiles-russes-s-400>.

France 24 avec l'Agence France Presse (2021), « Turquie : la Bourse d'Istanbul vacille après le limogeage du gouverneur de la Banque centrale », sect. Eco/Tech pour *France 24*, disponible sur <https://www.france24.com/fr/%C3%A9co-tech/20210322-turquie-la-bourse-d-istanbul-vacille-apr%C3%A8s-le-limogeage-du-gouverneur-de-la-banque-centrale>.

Fr24News, “Les banques turques exclusives évitent le canal « fou » d'Erdogan – sources” (2021), disponible sur <https://www.fr24news.com/fr/a/2021/04/les-banques-turques-exclusives-evitent-le-canal-fou-derdogan-sources.html>

GARCIA, J. (2013), « Fraudes, blanchiment d'argent, corruption... La Turquie d'Erdogan en plein scandale », pour l'Express, disponible sur https://www.lexpress.fr/actualite/monde/fraudes-blanchiment-d-argent-corruption-la-turquie-d-erdogan-en-plein-scandale_1310075.html

GODIN, R. (2016), « Turquie : une économie très dépendante de l'extérieur ». La Tribune, disponible sur <https://www.latribune.fr/economie/international/turquie-une-economie-tres-dependante-de-l-exterieur-587147.html>.

HIDDINGA, P., STALLA-BOURDILLON, C. (2009), « Les fonds souverains : menace ou opportunité ? » Le journal de l'école de Paris du management, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-le-journal-de-l-ecole-de-paris-du-management-2009-4-page-17.htm>

Le Figaro avec l'Agence France Presse (2020), « Turquie : Erdogan nomme un nouveau ministre des Finances après la démission de son gendre », disponible sur <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/turquie-erdogan-nomme-un-nouveau-ministre-des-finances-apres-la-demission-de-son-gendre-20201109>.

Masri Z. Baladi E.(2021), Turkey is shaping northern Syria's economy - but who is benefitting ? - enabballadi.net - *disponible sur* : <https://english.enabballadi.net/archives/2021/03/turkey-shaping-northern-syrias-economy-who-is-benefitting/>

MINOUI, D. (2018), "Le nouveau ministre turc des Finances, gendre d'Erdogan, inquiète les milieux économiques », Le Figaro, disponible sur <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/08/13/20002-20180813ARTFIG00168-turquie-le-nouveau-ministre-des-finances-ne-rassure-pas-les-milieux-economiques.php>

Les Échos (2019), « Les États-Unis annoncent des sanctions contre la Turquie », sect. Monde., disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/trump-annonce-de-prochaines-sanctions-contre-la-turquie-1139983>.

Les Échos (2021), « Les investisseurs étrangers se détournent de la Bourse turque », sect. Finances & Marchés, disponible sur <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/les-investisseurs-etrangers-se-detournent-de-la-bourse-turque-1309649>.

L'Orient – Le Jour (2020), « La disgrâce du gendre d'Erdogan », disponible sur <https://www.lorientlejour.com/article/1240743/la-disgrace-du-gendre-derdogan.html>.

Le Point avec l'Agence Presse (2017), « Kurdistan irakien : la Turquie met en garde contre le risque de guerre civile en cas de référendum », disponible sur https://www.lepoint.fr/monde/kurdistan-irakien-le-referendum-pourrait-mener-a-la-guerre-civile-dit-un-ministre-turc-16-08-2017-2150309_24.php.

PETITE, Simon, (2020), « La Turquie renforce ses positions en Afrique », *Le Temps*, disponible sur <https://www.letemps.ch/monde/turquie-renforce-positions-afrique>

Reuters (2021), « Turkish inflation climbs to 15%, keeping high rates in focus », sect. Middle East & Africa, disponible sur <https://www.reuters.com/article/turkey-economy-inflation-int-idUSKBN2A3145>.

RUVIC, D. (2021), « Erdogan limoge le gouverneur de la Banque centrale, la livre turque en chute libre », *Arabnews*, disponible sur <https://www.arabnews.fr/node/73836/%C3%A9conomie>

SALECK, H, (2020), « L’Axe Qatar-Turquie, seul contre tous au Moyen-Orient », *Sputnik*, disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/la-turquie-et-le-qatar-front-front-commun-face-aux-pays-arabes-1150641>

STOVET, P, (2017), « Turquie-Azerbaïdjan, quand le « petit frère » devient presque encombrant », *Repair*, Disponible sur : <https://repairfuture.net/index.php/fr/geopolitique-point-de-vue-de-turquie/turquie-azerbaïdjan-quand-le-petit-frere-devient-presque-encombrant>

TOKSABAY E. (2021) - Reuters - Bitcoin tumbles after Turkey bans crypto payments citing risks - *disponible sur* : <https://www.reuters.com/technology/turkey-bans-use-cryptocurrencies-payments-sends-bitcoin-down>

YAYINLAMA, GÜNCELLEME. (2015), « BCE : le système bancaire turc résiste aux chocs ». *Dunya*, disponible sur <https://www.dunya.com/ekonomi/ecb-turk-bankacilik-sistemi-soklara-dayanikli-haberi-290246>.

WAZI Z. (2017), Turkey opens another PTT branch in Syria – Zaman A wasi – *Syrianews* - *disponible sur* : <https://en.zamanalwsl.net/news/article/31243>

Ouvrage / rapport

COLLIAC, S. (2021) « Turquie : en finir avec une croissance en stop and go ? » *Eco Conjoncture BNP Paribas*, disponible sur <https://economic-research.bnpparibas.com/html/fr-FR/Turquie-finir-croissance-stop-12/01/2021,40674>

SANCHEZ TAPIA, Felipe (2020), «Turcáfrica», *poder virtuoso en acción. Documento de Análisis IEEE*.

Turkey Wealth Fund Rapport (2019) “Annual 2019 du TWF” disponible sur www.tvf.com.tr

YILDRIM, C. (2014), Competition in Turkish Banking: Impacts of restructuring and the global financial crisis, Wiley online library, *disponible sur* :
<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/deve.12040>

Revues

Atradius (2021) « Rapport Pays Turquie Mars 2021 », disponible sur
<https://atradius.fr/publications/rapport-pays-turquie-mars-2021.html>.

BAHZAD, S., DANER M., MURTUZALIEVA S., « The economic relations of Kurdistan Region (KRG) with Turkey and Russia », Vestnik MIRBIS, disponible sur
<https://doi.org/10.25634/MIRBIS.2019.4.5>.

BERIKER, N. (1997), « The Kurdish Conflict in Turkey: Issues, Parties and Prospects », Security Dialogue, p. 439-52, disponible sur <https://doi.org/10.1177/0967010697028004005>.

Sites officiels

AFD, rapport de stratégie 2020-2023, disponible sur
<https://www.afd.fr/fr/ressources/strategie-turquie-2020-2023>

Association des banques de Turquie, « Classement des banques par taille d’actif - Septembre 2020 », s. d. https://www.tbb.org.tr/tr/banka-ve-sektor-bilgileri/istatistiki-raporlar/Aktif_Buyukluklerine_Gore_Banka_Siralamasi/3900.

Association des banques de Turquie, « Informations sur les banques membres », s. d.
https://www.tbb.org.tr/modules/banka-bilgileri/banka_Listesi.asp?tarih=30/6/2021.

Banking regulation and supervision agency (2021), About us, bddk.org, *disponible sur*
<https://www.bddk.org.tr/KurumHakkinda/Detay/27>

Banking regulation and supervision agency – Regulations (2021), bddk.org, *disponible sur*:
<https://www.bddk.org.tr/Mevzuat/Liste/60>

Business France, bilan 2020 des investissements internationaux en France, disponible sur
<https://www.businessfrance.fr/decouvrir-la-france-actualite-bilan-2020-des-investissements-internationaux-en-france>

CCI, France-Turquie, le 20/02/2020, disponible sur <https://www.ccift.com/>

Departement for International Trade, Trade and Investements, factsheet, Turkey, 2021.

Capital markets board of Turkey (2021), Legal framework, capital markets law, cmb.gov –
disponible sur : <https://www.cmb.gov.tr/Sayfa/Index/1/1>

Central bank of the Republic of Turkey (2021) - tcmb.gov.tr - At a glance, duties and responsibilities of the central bank – *disponible sur* :
<https://www.tcmb.gov.tr/wps/wcm/connect/EN/TCMB+EN/Main+Menu/About+The+Bank/At+a+Glance>

Customer Due Diligence by Financial Institutions as a key prevention instrument: Turkey's implementation (2012) - MASAK - osce.org - *disponible sur* :
<https://www.osce.org/files/f/documents/4/0/87934.pdf>

Direction générale du Trésor (2021), « Indicateurs et conjoncture – Turquie », *ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance*, disponible sur
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/indicateurs-et-conjoncture>.

Ernst & Young (2011) - New turkish commercial code n°6102 - *disponible sur* :
https://en.vergidequndem.com//en/c/document_library/get_file?uuid=2d9e2cc3-2e92-4dcb-bffe-799b8f5fcc45&groupId=15002

International labour organization (2014) - ilo.org - Labour standards - Turkish commercial code, act No. 6102 dated 13.01.2011 - *disponible sur* :
http://ilo.org/dyn/natlex/natlex4.detail?p_isn=88936

International organization of securities commissions (2021) - iosco.org - about, chairs of the committees – *disponible sur* :
https://www.iosco.org/about/?subsection=chairs_committees

Kanalistanbul (2020), disponible sur <https://www.kanalistanbul.gov.tr>

Ministry of Treasury and Finance, « Official Portal », disponible sur <https://en.hmb.gov.tr/>.

Ministry of Treasury and Finance, « State-Owned Enterprises – Report 2019 », disponible sur <https://en.hmb.gov.tr/state-owned-enterprises-reports>.

OCDE, données, stock d'IDE, 2020, disponible sur <https://data.oecd.org/fr/fdi/stocks-d-ide.htm>.

Red de oficinas economicas y comerciales de Espana en el Exterior, Turquia, disponible sur <https://www.google.com/search?q=Red+de+oficinas+economicas+y+comerciales+de+Espana+en+el+Exterior%2C+Turquia%2C+derni%C3%A8res+donn%C3%A9es+disponibles.&oq=Red+de+oficinas+economicas+y+comerciales+de+Espana+en+el+Exterior%2C+Turquia%2C+derni%C3%A8res+donn%C3%A9es+disponibles.&aqs=chrome..69i57.318j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8>

Presidency of the republic of turkey investment officer, (2020), Rapport sur les investissements étranger en turquie, Disponible sur : <https://www.invest.gov.tr/tr/library/publications/lists/investpublications/2020-turkiye-uluslararasi-dogrudan-yatirimlar.pdf>

Republic of Turkey ministry of treasury and finance (1994) - The official gazette n°22147 – *disponible sur* : <https://en.hmb.gov.tr/treasury-law>

Republic of Turkey ministry of Treasury and finance (2021) - hmb.gov.tr - about financial stability committee - *disponible sur* : <https://en.hmb.gov.tr/about-financial-stability-committee>

Republic of Turkey Undersecretariat of Treasury (2015), 4th meeting of the comcec financial cooperation working group, *disponible sur* : <http://www.comcec.org/en/wp-content/uploads/2016/05/Turkey-12.pdf>

Savings deposit insurance fund (2021) - tsmf.org - Historical background – *disponible sur* : <https://www.tsmf.org.tr/en-us/Tmsf/Info/tarihce.en>

Savings deposit insurance fund (2021) - tsmf.org - Functions and responsibilities – *disponible sur* : <https://www.tmsf.org.tr/en-us/Tmsf/Info/gorev.yetki.en>

Sénat, Rapport « Turquie - prendre acte d'une relation plus difficile, maintenir un dialogue exigeant et constructif », disponible sur <https://www.senat.fr/rap/r18-629/r18-62910.html>.

TCMB, « About the Bank – At a Glance », disponible sur <https://www.tcmb.gov.tr/wps/wcm/connect/EN/TCMB+EN/Main+Menu/About+The+Bank/At+a+Glance>.

TCMB, « CBRT : From Past to Present », disponible sur https://www.tcmb.gov.tr/wps/wcm/connect/233a384d-604d-4f1e-a1e7-a63b9233ce19/CBRT_FromPasttoPresent.pdf?MOD=AJPERES.

The Banks Association of Turkey (2021) - tbb.org - banking legislation, banking law, disponible sur <https://www.tbb.org.tr/en/banking-legislation/banking-law/14>

TIKA, *Annual Report 2017*, disponible sur https://www.tika.gov.tr/upload/2018/2017%20Faaliyet%20Raporu/AR_2017%20web.pdf

The observatory of economic complexity (2019) - oec.world - Yearly exports 2019 Syria - *disponible sur* : <https://oec.world/en/profile/country/syr/>

The observatory of economic complexity (2019) - oec.world - Yearly exports 2019 Turkey - *disponible sur* : <https://oec.world/en/profile/country/tur>

Union européenne. Règlement (UE) 2019/1890 consolidé concernant des mesures restrictives en raison des activités de forage non autorisées menées par la Turquie en Méditerranée orientale (s. d.), disponible sur : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau3/Pages/c6b7b87c-056e-4fe6-bab2-2e39e46d4905/files/3f1ce25f-49fb-4a90-92fa-b27083e0f583>.

U.S. Securities and Exchange Commission (2018), « The Republic of Turkey's Annual Report 2018 », Exhibit D, disponible sur https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/869687/000119312518283228/d629379dex99d.htm#exd629379_39.

World Investment report 2020, United nations conference on trade and development (UNCTAD), disponible sur https://unctad.org/system/files/official-document/wir2020_en.pdf

Sites webs

All About Turkey. « Banking System in Turkey ». *All About Turkey*, s. d., disponible sur : <https://www.allaboutturkey.com/banks.html>.

Expat-Quotes. « Banks and Banking in Turkey ». *Expat-Quotes*, s. d., disponible sur : <https://www.expat-quotes.com/guides/turkey/finance/banks-and-banking-in-turkey.htm>

Inflation EU (2020), « Inflation – Historique Turquie », disponible sur <https://www.inflation.eu/fr/taux-de-inflation/turquie/inflation-historique/ipc-inflation-turquie.aspx>.

Statista (2021), « Taux d'inflation en Turquie 2014-2024 », Statista, disponible sur <https://fr.statista.com/statistiques/1039132/taux-d-inflation-en-turquie/>.

Tremglobal (2021), « Centre financier international d'Istanbul », disponible sur <https://www.tremglobal.com/fr/articles/istanbul-international-finance-center>.

Textes officiels et juridiques

Central Securities Depository of the Turkish capital markets (2012) - mkk.com.tr - Legislation, capital market law - *disponible sur* :

<https://www.mkk.com.tr/en-us/Depository-Services/Bilgi-Merkezi/Documents/Capital%20Market%20Law.pdf>

Criminal code of Turkey (2021) - lawsturkey.com - *disponible sur* :
<http://www.lawsturkey.com/law/criminal-code-law-of-turkey-5237>

Prevention of laundering proceeds of crime Law (2006) - Moneylaundering.com - *disponible sur* :

<https://www.moneylaundering.com/wp-content/uploads/2017/09/Turkey.AmendedLaw5549.061814.pdf>

DANESI R., PONIATOWSKI L., TODESCHNINI J-M., Rapport d'information n° 629 (2019), « Turquie - prendre acte d'une relation plus difficile, maintenir un dialogue exigeant et constructif ». Fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, disponible sur <https://www.senat.fr/rap/r18-629/r18-62910.html>.

Regulation on measures regarding prevention of laundering proceeds of crime and financing of terrorism (2008) - hmb.gov.tr - *disponible sur* :
https://ms.hmb.gov.tr/uploads/sites/2/2019/04/R_RoM-1.pdf

Thomson Reuters (2021) - Practical law - uk.practicallaw.thomsonreuters.com - Turkish code of obligations - *disponible sur* :
[https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/4-635-9383?contextData=\(sc.Default\)&transitionType=Default&firstPage=true](https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/4-635-9383?contextData=(sc.Default)&transitionType=Default&firstPage=true)